L'ÉCONOMISTE EUROPI

à partir du 1° de chaque mois
France et Algérie: Un an... 25 fr.
— Six mois, 14 fr.
Étranger (U.-P.): Un an... 32 fr.
— Six mois. 18 fr.

Paraissant le Vendredi

Rédacteur en chef : Edmond THÉRY

PRIX DE CHAQUE NUMÉRO : France : **0 fr. 50** — Étranger : **0 fr. 60**

Adresse télégraphique: Éconopéen-Paris

Ligne anglaise de 5 centimètres

TÉLÉPHONE : Central 46-61

Nº 1241. — 48° volume (24)

|| Bureaux: 50, Rue Sainte-Anne, Paris (2º Arrt)

Vendredi 17 Décembre 1915

SITUATION HEBDOMADAIRE

des	Banques d'Ér	nission	1 de l'1	Europe	(En m	illions	de fran	ics)
	DATES	Enca métal Or		Circulation fiduciaire	" " I	Forte- feuille escompte	Avances Ar straight and straigh	Taux de l'escompte
	FRA	NCE -	- Bar	igue d	e Fran	nce	, "	
1914 1915 1915 1915	23 juillet 2 décembre. 9 décembre. 16 décembre.	4.104 4.878 4.940 5.026	640 359 357	6.912 14.291 14.071	943 2.690 2.941 2.236	1.541 2.183 2.169 2.213	739 578 626 1.150	3½ 5 5 5
	ALLEM			anque	de l'I	Empir	е	
1914 1915 1915 1915	23 juillet 22 novembre 30 novembre 7 décembre.	1 696 3.044 3.044 3.045	418 48 47 45	2.364 7.206 7.500 7.550	1.180 2.154 1.985 2.084	939 5.834 5.840 6.240	63 20 20 17	4 5 5 5
	ANGLET			Banque		TOTAL SECTION	re	
1914 1915 1915 1915	23 juillet 24 novembre 2 décembre. 9 décembre.	1.281	» » »	733 832 857 854	1.055 2.116 2.338 2.250))))))	3 55 55
	DANE		K — I	Banque	e Nati	onale		
1914 1915 1915 1915	31 juillet 30 septemb 31 octobre 30 novembre	110 150 150 151	» 7 6 6	219 309 324 310	24 6 9 10	94 60 70 62	15 20 20 20 20	6 5 5 5
	ESPA	GNE	— Ва	nque	d'Espa	agne		
1914 1915 1915 1915	24 juillet 27 novembre 4 décembre. 11 décembre.	543 843 855 860	730 753 750 753	$ \begin{array}{ c c c } \hline 1.919 \\ 2.060 \\ 2.067 \\ 2.064 \end{array} $	498 689 686 698	446 466 466 468	170 270 277 276	4% 4% 4% 4%
	HOLLA			nque I	Néerla	ndais	В	
1914 1915 1915 1915	25 juillet 20 novembre 27 novembre 4 décembre.	863 863 876	17 7 8 7	652 1.180 1.187 1.196	10 74 70 76	185 162 160 162	130 198 198 189	3½ 4½ 4½ 4½ 4½
	IT	ALIE	— Ba	anque	d'Itali	е		-1
1914 1915 1915 1915	34 juillet 10 octobre 20 octobre 10 novembre	1.140	89 113 112 108	1.730 2.861 2.856 2.917	245 709 708 775	586 513 510 508	115 240 234 198	5½ 5½ 5½ 5½
	ROUI	IINAN	2 — E	Banque	Natio	nale		
1914 1915 1915 1915	18 juillet 16 octobre 30 octobre 13 novembre	176 177	0 0 0	414 741 743 756	14 65 68 65	237 289 289 288	47 51 50 48	5½ 6 6 6
	RU	SSIE	— В а	nque	de l'E	tat		-
1914 1915 1915 1915	21 juillet 29 octobre 5 novembre 21 novembre	4.264 4.276	64 68	4.358 13.362 13.476 13.636	698 2.311 2.224 2.416	1.049 9.495 9.416 10.032	518 1.939 1 872 2.672	5 1/2 6 6 6
	sı	JÈDE	— Ва	anque	Royal	le		
1914	31 juillet 31 août	146	8 5	320	109	236	11 35	5%

SUISSE - Banque Nationale

REVUE DES CHANGES ET CHRONIQUE MONETAIRE

Change de Paris sur (papier court)

	Pair	juillet 1914	1915	nov. 1915	déc. 1915	8 déc. 1915	15 déc. 1915
Londres	25.221	25.17	27.755	27.815	27 375	27.705	27 66
New-York		516 »	594 »	591.50	578 m	587.50	585 50
Espagne	500 »	482.75			549.50	550 50	549 50
	208.30	207.56	249 m	249 »			252.50
Italie	100 »	99.62	91 »	91 »		89.50	
Pétrograd			194 "	189 »	188 50	185 m	185 "
Scandinavie.	139 n	138.25	160.50	161.50	160 75	165 »	165 m
Suisse	100 n	100.03	110.50	111.50	108 50	109.50	111 »

Valeur en or à Paris de 100 unités-papier

de monnaies étrangères

	Unités	juillet 1914	17 nov. 1915	24 nov. 1915	1 ^{er} déc. 1915	dėc. 1915	15 déc. 1915
Londres New-York Espagne Hollande Italie Pétrograd. Scandinavie Suisse	» dol. » pes. » flor, » lire. » rbl. » cou	99 56 96.55 99.64 99.62 98.62 99.46	114.61 110.60 119.54 91 » 72.75 115.47	114.13 110.50 119.54 91 » 70.87 116.18	111.52 109.90 116.65 90 » 70.68	118 70	112.98 109.90 121.22 89.50 6 9.37

Changes de Londres sur : (chèque)

10011 5 H 14	D	16 9	16	23	30	7	14
Company of the second second	Pair	juillet	nov.	nov.	nov.	déc.	déc.
		1914	1915	1915	1915	1915	1915
Paris	25.221	25.18	27 69	27.845	27.65	27.705	27.675
New-York		4.871	4.665	4 713			4.72
Espagne		24.90	25. »	25.17	25.15		25.15
Hollande			11 115	11.19	11.24	11.175	
Italie		25 268		30.50	30.60	30.925	
Pétrograd		95.80		145.37	145 50	149.25	150.50
Portugal		46.19	33.75	33 62	33.75	34 »	34.25
Scandinavie		18.24	17.40	17.20	16.70	16.70	17.40
Suisse	25.22	25.18	25 »	25.10	25.175	25.175	25.05

Valeur en or à Londres de 100 unités-papier de monnaies étrangères

	523650	16	16	23	30	7	1 14
	Unités	juillet	nov.	nov.	nov.	déc.	déc.
		1914	1915	1915	1915	1915	1915
Paris		100 14	91.09	90.58	91.22	91 22	91.14
New-York	» dol.	99.90	104.31	103.25	103.42	103.42	103.42
Espagne	» pes.	96.64	100 89	100.21	100.28		100.28
Hollande		99.87	108.94				110.58
Italie		99.82	83.30	82.70	82.42	81.56	81.23
Pétrograd	» rou.	98.77	65.82	65.08	65.03		62.87
'Portugal	» mil.		63.34	63.10	63.34	63.81	64.28
Scandinavie	» cou.			106.10	109.30		104.90
Suisse	» fr.	100.17	100.89	100.48			100.69

Aucun mouvement bien sensible dans la cote des changes au cours de la semaine écoulée. Les souscriptions étrangères à l'emprunt français ont encore quelque peu influencé les cours de certaines devises; mais, d'une manière générale, ainsi que nous l'expliquions la semaine dernière, les banques françaises ayant demandé à leurs correspondants de conscrver les fonds jusqu'à nouvel avis, il a dû être effectué peu de rapatriements. Le chèque sur Londres s'inscrit le 15 à 27.66, contre 27.70 1/2 le 8 décembre; le cours le plus bas de la semaine (27.63) a été coté le 10. Le câble-transfert s'est aussi légèrement amélioré à 5.85 1/2, contre 5.87 1/2 le 8 et 5.83 le 10. Le florin hollandais, à 2.52 1/2, est en hausse de 5 points 1/2 par rapport au cours du 8 décembre. Les devises des Etats Scandinaves et du Danemark se sont sensiblement relevées le dernier jour de la semaine. La Suède, qui de 170, le Aucun mouvement bien sensible dans la cote des

(1241) L'ECONOMISTE EUROPEEN

8 décembre, était tombée progressivement à 163, le 1 tion pure dans le cas d'un emprunteur comme le 13 et le 14, dôture le 15 à 167; la *Norvège*, après le Trésor britannique. 8 décembre, était tombée progressivement à 163, le 13 et 1e 14, dlôture le 15 à 167; la Norvège, après avoir fléchi de 166 le 8 décembre, à 160 les 11, 13 et 14, s'est raffermie à 165; enfin le Danemark est plus uniforme; parti de 159, il n'est guère descendu qu'à 158 les 13 et 14, et se retrouve à 160. Ces trois pays, ou tout au moins les deux derniers, d'après nos renseignements, auraient fourni à notre emprint un contingent de souscription relativement important. Le franc suisse s'est également relevé à 111; l'Espagne est en baisse d'un point, à 549 1/2.

M. Mac Kenna, chancelier de l'Echiquier du Royaume Uni, a indiqué officiellement, le 13 décembre, à la Chambre des Communes, les conditions de la mobilisation, par le Trésor, des valeurs

tions de la mobilisation, par le Trésor, des valeurs américaines détenues par les portefeuilles anglais Ces conditions sont à peu près celles dont nous avions déjà entretenu nos lecteurs. Le projet déposé comprend deux parties: l'une réglant les conditions de l'achat lorsque les détenteurs consentirent à sa descript définitionment l'autre les sentiront à se dessaisir définitivement, l'autre les conditions de l'emprunt pour les détenteurs qui ne voudraient se dessaisir que temporairement.

Dans le cas où le porteur de valeurs américaines ou canadiennes exprimées en dollars consentirait à les vendre, le Trésor est disposé à les lui acheter au cours du jour du marché ; le paiement en serait au cours du jour du marche, le parement et sorair fait en bons de l'Echiquier 5 %, remboursables dans cinq ans au pair. Ces bons porteront intérêt à comp-ter du lendemait du jour de l'achat. Le prix étant payable en livres, le dollar sera calculé au cours du change du jour. Il ne sera retenu ni courtage ni commission.

ni commission. Pour les porteurs qui ne pourraient ou ne vou-draient vendre leurs titres immédiatement, le Gou-vernement a proposé un système de prêt. Le Trésor acceptera de recevoir lesdites valeurs en dépôt aux conditions suivantes: ces valeurs lui seront transconditions survantes: ces valeurs un seront trans-férées pour une période de deux ans à partir de la date du transfert; pendant toute la durée du dépôt, le prêteur recevra en plus des intérêts de ses titres une bonification suplémentaire de 1/2 % par an sur le capital nominal des titres. Le Trésor par an sur le capital nominal des litres. Le Treson s'engagera, pendant toute la durée du dépôt, à vendre les valeurs à la requête du déposant et pour son compte; le montant lui en serait remis en livres, au cours du change pratiqué ce jour-là; il ne serait perçu aucuns frais de courtage ou de commission. Le déposant pourra être autorisé à commission. commission. Le deposant pourra etre autorise a faire lui-même tous arrangements pour les ventes des titres, mais dans ce cas les fonds provenant de la vente seront remis au Royaume Uni par l'intermédiaire des agents du Trésor à New-York.

Enfin, si le Trésor juge nécessaire de vendre la totalité ou une partie des valeurs déposées, il s'en totalité ou une partie des valeurs déposées, il s'en totalité ou une partie des valeurs déposées, il s'en totalité ou une partie des valeurs deposées, il s'en totalité ou une partie des valeurs deposées, il s'en totalité ou une partie des valeurs deposées, il s'en totalité ou une partie des valeurs deposées, il s'en totalité ou une partie des valeurs deposées, il s'en totalité ou une partie des valeurs deposées, il s'en totalité ou une partie des valeurs deposées, il s'en totalité ou une partie des valeurs deposées, il s'en totalité ou une partie des valeurs deposées, il s'en totalité ou une partie des valeurs deposées, il s'en totalité ou une partie des valeurs deposées, il s'en totalité ou une partie des valeurs deposées, il s'en totalité ou une partie des valeurs deposées, il s'en totalité ou une partie des valeurs deposées, il s'en totalité ou une partie des valeurs deposées, il s'en totalité ou une partie des valeurs deposées, il s'en totalité ou une partie des valeurs deposées, il s'en totalité ou une partie des valeurs de partie des valeurs deposées, il s'en totalité ou une partie des valeurs de partie des valeurs de partie des valeurs de partie des valeurs de partie de valeurs d

réserve le droit à n'importe quel moment, moyennant préavis donné au déposant. Dans ce cas, il paiera au déposant la valeur des titres en question, calculée au cours moyen pratiqué à la Bourse de New-York, le jour du préavis, avec une majoration de 2 1/2 %. Le paiement sera fait à Londres, en livres, au cours du change du jour. Cette clause en hvres, au cours du change du jour. Cette clause du dépôt est indispensable pour permettre au Trésor britannique d'affecter les titres empruntés à la garantie des crédits qui seront demandés aux banques américaines. Celles-ci pourraient, en effet ou refuser les crédits ou ne prêter qu'à des conditions très onéreuses si elles savaient qu'en aucune circonstance l'emprunteur ne pourrait consentir à la réalisation du gage

la réalisation du gage. En fait, c'est une clause qui ne sera probable-ment jamais appelée à jouer. Comme l'a expliqué M. Mac Kenna, le Trésor n'en userait que si les prêteurs américains voulaient l'y obliger, mais il est bien évident que ceux-ci n'ont aucun intérêt à ce que le marché américain soit inondé de tous ces titres dans un si court espace de temps. D'ailleurs les circonstances dans lesquelles les créanciers nantis pourraient se trouver forcés de recourir à la réalisation sont du domaine de l'imagina-

Ajoutons qu'à l'expiration des deux ans, à compter de la date du dépôt, les valeurs seront rendues au déposants en échange du certificat de dépôt que le Trésor aura délivré. Des arrangements seront pris pour permettre les achats et ventes de ces certificats du Trésor au Stock Exchange de Londres et un registre spécial sera établi au Trésor pour le transfert des valeurs déposées d'un porteur à un

Le chèque d'Amsterdam sur Berlin accuse une dépréciation du *mark allemand* de 26 %. De 47.70, le 22 novembre, les cours ont fléchi à 47.32 1/2, le 29, à 46.55 le 6 décembre et à 43.90 le 14. Les cours de la couronne autrichienne ont suivi le même mouvement, passant de 33.80 le 22 novembre à 33.10 et 32.62 1/2 les 29 novembre et 6 décembre.

Cours des changes de New-York sur :

	2 42 2	Househall modern Print	1915	1915	30 nov. 1915	7 déc. 1915	14 déc. 1915
Paris Londres Berlin	4.865	4.87½ 95.06	4 6675 81 »	4.711 80.75	19 02	4.724	11.20

Valeur en or à New-York de 100 unités-papier de monnaies étrangères

	Unités	16 juillet 1914	16 nov. 1915	23 nov. 1915	30 nov. 1915	7 déc. 1915	14 déc. 1915
Paris Londres Berlin Amsterdam	100 mk.	99 67	95 92 85 02	96 84 84 67	96 74 83 49	97 04 82 83	97 07 .

Changes sur Londres à

(0	(Gours moyen du mercreur)								
	juillet 1914	24 novemb 1915	décemb 1915	8 décemb. 1915	15 décemb. 1915				
Valeurs à vue Alexandrie	97 21/32	97 3/8	97 15/16	97 3/8	97 1/2				
Câble transfert Bombay Calcutta Hong-Kong Shanghaï	1.3 31/32 1.10 5/16	1.4 ./	1.4 ./:	1.11 3, 16	1.4 ./. 1.4 ./. 1.11 1/16 2.6 7/8				
Valeurs à 90 jours de vue Buenos-Ayres (or) Montévidéo Rio-de-Jan. (papier) Valparaiso		49 1/4 54 1/4 12 1/4 9 3/32	49 5/16 54 1/4 12 7/32 9 1/32	49 5/16 54 1/4 12 3/16 9 1/32	54 1/4 12 7/32				

Variations du mark à

New-York	nov. 1915	9 nov. 1915	16 nov. 1915	23 nov. 1915	30 nov. 1915	7 déc. 1915	14 déc. 1915
(pair: 95 3/8) Cours Parité Perte %	81 75 85 72 14 28	81 37 85 32 14 68	81 » 80 76 14 98	80 75 84 67 15 33		79 82 83 17 17	77 25 81 19
Amsterdam (pair: 59 3/8) Cours Parité Perte %	48 55 81 77 18 23	48 15 81 09 18 91	48 02½ 85 02 19 24	47 65 80 26 19 74	79 71	46 50 78 32 21 68	
Genève (pair : 123 47) Cours Parité Perte	108 85 88 15 11 85	108 25 87 67 12 33	108 » 88 04 11 96				

Le change sur Vienne à Genève est coté 70 25, c'est-à-dire que la perte de la couronne est d'environ

Métaux précieux et Escompte hors banque à Londres

	15	15	15	15	15	15	15
	déc.	mars	juin	sept.	oct.	nov.	déc.
	1914	1915	1915	1915	1915	1915	1915
Cours de l'or	23 ./.	77 9	77 9	77 9	77 9	77 9	77 9
Cours d. l'argent		24 1/4	23 1/8	23 9/16	24 /.	24 1/2	2611/16
Escompte hors banque							

LA SITUATION

Les nouvelles d'Athènes sont plus satisfai santes. Les causes de désaccord entre l'Entente et la Grèce disparaissent peu à peu : la certitude qu'a prise le gouvernement hellène que nous n'évacuerons pas Salonique doit avoir contribué à l'amener à des dispositions plus amicales. Leur premier résultat à été l'évacuation, par les troupes grecques, de Salonique et de la zone située entre la ville et le lac Doiran. Par là, les troupes franco-britanniques ont recouvré toute leur liberté d'action et de manœuvre.

Quant au gouvernement grec, il n'a encore adopté aucune conduite bien définie à l'égard des événements qui se préparent. Comme on estime, à Athènes, que les Bulgares n'entreront pas en territoire grec, pour des raisons à la fois politiques et militaires, on ne se hâte pas de prendre des décisions. Et, en effet, les troupes bulgares se sont arrêtées à la frontière grecque. Mais quel est le caractère de cet arrêt ? Est-il définitif ou momentané? Voulu ou forcé? Résulte-t-il d'un accord entre le roi Constantin et le roi Ferdinand? L'avenir seul nous éclairera. En attendant, à Athènes on délibère et on s'abstient.

Quant aux troupes franco-anglaises, elles ont habilement et heureusement évacué le territoire serbe et se replient, en ordre parfait, sur Salonique qu'on fortifie. Cette ville restera la base de nos opérations militaires en Orient. Autour d'elle, on procède au regroupement des forces de l'Entente qui se sont accrues, dans les derniers jours, d'importants contingents serbes et toute la contrée est mise en état de défense. Les Anglais y ont débarqué une importante artillerie lourde.

Cependant les Allemands continuent leurs menaces contre l'Egypte. S'il faut en croire des sources d'informations généralement sûres, leurs menaces se seraient même précisées en préparatifs d'expédition poussés avec hâte. Un matériel d'artillerie considérable serait arrivé à Constantinople et des milliers d'ouvriers travailleraient nuit et jour à une double voie ferrée qui relierait l'Asie-Mineure à Suez. Jérusalem serait transformé en camp retranché. Sous le bluff qui enjolive toutes les informations de source germanique, il y a peut-être une grande part de vérité dans ces nouvelles. Mais les Anglais ne seront pas pris au dépourvu : les rives du canal sont puissamment fortifiées et le pays est abondamment garni de troupes de dé-

Le gouvernement allemand n'a pas pu ne pas rappeler ses attachés militaire et naval dont la présence à Washington avait été déclarée intolérable par les Etats-Unis. Ces conspirateurs vont se rembarquer aux grands dépit et humi-liation de l'Allemagne. Quant aux relations entre les Etats-Unis et l'Autriche, elles ne tiennent plus qu'à un fil ténu. Le véritable ultimatum envoyé au cabinet de Vienne pour lui demander le désaveu du torpillage de l'Ancona ne lui laisse d'autre alternative qu'une soumission complète ou la rupture. Ainsi les Etats-Unis auront affirmé nettement leur point de vue dans

la guerre sous-marine. Quelle que soit la décision de Vienne, on en ressentira gravement le contre-coup à Berlin, et les négociations, toujours en cours, au sujet du torpillage de la Lusitania, en prendront une tout autre tour-

L'Allemagne semble ne plus devoir se jouer longtemps de la mansuétude et de la longanimité du gouvernement de Washington.

Au surplus, ce gouvernement n'est plus maître d'enrayer l'explosion de l'indignation publique qu'ont soulevée les criminels attentats des Allemands. L'opinion publique est unanime à réclamer des châtiments pour le passé et des mesures préventives pour l'avenir. Le président Wilson n'est même plus maître de sa politique que l'unanimité du pays veut implacable contre les crimes des Germains.

LES ÉVÉNEMENTS DE LA GUERRE

L'armée serbe se trouve maintenant entière en Albanie. Après deux mois de luttes héroïques, telles qu'on en trouverait peu dans l'histoire, elle a réussi échapper à un ennemi trois fois supérieur en nombre et pourvu d'un énorme matériel de guerre. Elle n'a pas renoncé à la lutte, mais il lui faut maintenant du matériel, des munitions et des approvisionnements.

D'autre part, les forces franco-anglaises ne pouvant plus secourir nos malheureux alliés se sont repliées devant les Bulgares et les Allemands en nombre infiniment supérieur. Leur retraite sur Salonique s'effectue sans trop de difficultés.

Au cours de la retraite française, un combat acharné a eu lieu au nord de Demir-Kapou, où les

Bulgares ont subi des pertes énormes.

Sur le front occidental, la lutte d'artillerie a été vive aussi bien dans le secteur belge que dans les secteurs anglais et ceux occupés par nos troupes. pes. La guerre aérienne a repris, et nos avions ont procédé à divers bombardements efficaces.

S'il fallait en croire les nouvelles qui parviennent

de Hollande, une grande attaque allemande contre le front français serait en préparation. Les moyens mis en œuvre seraient formidables. Des nouveaux corps d'armée, de grandes quantités de munitions arriveraient sans cesse. Il faut accueillir ces nouvelles sous réserves.

Sur le front russe, les opérations semblent complètement arrêtées. Il se peut donc que l'ennemi ait retiré de ce front une partie de ses unités et les ait ramenées de notre côté où le climat est moins rude et les facilités de transport bien assurées. Mais nous avons les soldats et le matériel nécessaires pour infliger à l'ennemi une défaite

rieuse. Nous venons de dire que sur le front russe, les Nous venons de dire que sur le front russe, les opérations semblent complètement arrêtées. En effet, depuis quelques jours, le calme règne dans la région de Dvinsk; mais à l'arrière, les troupes allementes midées de par acceptant de la région de la région de par acceptant de la region d allemandes, aidées de non-combattants, ont construit un grand nombre de blockhaus munis de

Ils ne paraissent pas cependant avoir abandonné leur plan de s'emparer de Riga et de toute la ligne de la Dvina occidentale. D'autre part on dit, d'après des nouvelles venues par Londres, que les Austro-Allemands ont retiré des Balkans la presque totalité des troupes qui ont pris part à l'expédition de Serbie, et qu'ils les ont dirigées vers le front russe.

Sur le front italien, nos alliés ont accentué leur offensive ces jours derniers. En Albanie, le débarquement de leurs troupes a commencé.

QUESTIONS DU JOUR

Eux et Nous

Le Succès de notre Emprunt La Débâcle de leur Papier

Les Allemands, acceptant sans contrôle les affirmations audacieuses du docteur Helfferich, croyaient sincèrement que la France, partiellement envahie et encore soumise aux effets para le le company de la company lysants d'un double moratorium (commerce et loyers), était matériellement impuissante à réaliser une opération financière de grande envergure. Le succès que notre premier emprunt de guerre ob tient en ce moment leur ouvrira-t-il enfin les yeux Il est permis d'en douter, car la presse d'outre-Rhin, fidèle à sa tactique habituelle, se gardera bien de leur dire la vérité.

Pour atteindre les résultats dont il s'est glorifié devant le Reichstag, le docteur Helfferich a hypothéqué toutes les ressources présentes et futures de l'Allemagne. Pour verser au Trésor français les milliards que l'emprunt en cours va produire, nos compatriotes n'auront employé que du capital dis-ponible et des titres affranchis de toute dette an-

Alors que le gouvernement impérial s'est vu dans l'obligation de recourir aux combinaisons les plus scabreuses et d'user, à l'égard du public allemand, des procédés les plus violents, notre emprunt n'aura été qu'une simple opération au comptant, loyalement exposée aux souscripteurs et librement consentie par eux. Et c'est précisément ce qui le différenciera des deux dernièrs emprunts du docteur Helfferich, qui ont été — tout le monde s'en est rendu compte — de véritables emprunts forcés.

L'élan patriotique qui pousse spontanément nos millionnaires comme les plus modestes capitalistes vers les caisses de l'Etat — et qui les a conduits à verser leur or à la Banque de France, dont le stock va dépasser la somme formidable de 5 milliards — est une preuve absolument décisive que tous les Français, sans distinction de classe ou de parti, veulent résister jusqu'à la victoire finale.

Une fière réponse

C'est la plus fière réponse que nous pouvions faire aux rodomontades de M. de Bethmann-Holl-weg, et c'est certainement celle qui touchera le plus ceux de nos ennemis - le docteur Helfferich en tête — en état de mesurer la vitesse avec la-quelle l'Allemagne roule vers l'abîme!

En effet, la guerre atroce que Guillaume II et les pangermanistes ont voulue, et qui désole le monde civilisé depuis bientôt dix-sept mois, pèse aujourd'hui, au point de vue économique et financier, beaucoup plus lourdement sur l'Allemagne

que sur aucun des pays alliés. La principale raison de ce fait, c'est que la guerre a surpris l'industrie et le commerce de ce pays en pleine crise de croissance, et au moment où ils avaient le plus besoin de calme pour conso-

lider une situation déjà inquiétante par elle-même.

Avec une audace que nos compatriotes prudents et réfléchis n'apportent jamais dans leurs affaires, les industriels et les commerçants allemands, d'ailleurs encouragés par les larges avances que leur consentaient leurs banquiers, s'étaient lancés à corps perdu dans une politique d'expansion économique mondiale, ayant pour base principale le cré-

dit à haute pression.
Une guerre victorieuse de courte durée, précédée d'une mobilisation financière appropriée aux cir-constances, pouvait ne produire qu'une légère per-turbation à l'état de choses existant et contribuer, par la suite, à l'extension de la puissance écono-

mique allemande, ainsi que cela s'était produit après 1871; mais pour en arriver là il fallait une guerre courte et victorieuse!

Tous les intellectuels allemands croyaient et pensaient, comme leur grand état-major, que les succès foudroyants que l'Allemagne obtiendrait dès le début des hostilités mettraient immédiatement metales personnées de la companyant de la com le monde à ses pieds... : mais l'attaque brusquée n'a pas réussi et les petits soldats français ayant absolument brisé l'offensive teutonne sur les bords de la Marne, les nations alliées se sont ressaisies et ont pu procéder à l'organisation rationnelle de leur puissance militaire. Ce jour-là l'Allemagne était irrémédiablement perdue, et, malgré les efforts désespérés qu'elle tente depuis ce moment pour se dégager de l'étreinte de ses ennemis, elle succombera fatalement, car, nonobstant sa préparation à la guerre, elle n'est pas de taille — ni au point de vue des effectifs nouveaux à mettre en ligne, ni au point de vue des ressources économiques et financières — à lutter contre les grandes nations qu'elle voulait asservir.

La défiance du marché neutre

Le succès de notre emprunt coïncide d'ailleurs avec le moment où les capitalistes des pays neutres semblent vouloir supprimer tout crédit au gouver-nement impérial. En effet, c'est vers la fin du mois d'octobre qu'il a été question, pour la première fois, d'une grande opération financière à réaliser par la France, et à partir de cette époque le taux du mark allemand sur les marchés de New-York et d'Amsterdam n'a pas cessé de baisser, ainsi que le prouve le tableau suivant :

Cours du Mark allemand à New-York et à Amsterdam

	New-	York	Amsterdam Pair: 59 florins 37 pour 100 marks		
Dates	Pair: 95 pour 4	cents 37 marks			
4 1 4 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1					
	Cote	Perte	Cote	Perte	
	(Cents)	0/0	(Florins)	0/0	
26 octobre	82 62	13 37	48 82	17 76	
2 novembre	81 75	14 28	48 55	18 23	
9 –	81 37	14 68	48 15	18 91	
16 —	81 00	14 98	48 02	19 24	
23 —	80 75	15 33	47 65	19 74	
30	79 62	16 51	47 32	20 29	
7 décembre	79 00	17 17	46 50	21 68	
14	77 25	19 »	43 90	26 06	

Ainsi, malgré les communiqués triomphants de l'agence Wolff et des journaux officieux de l'em-pire à propos de l'écrasement de la Serbie, le change allemand sur les marchés de New-York et d'Amsterdam, qui sont actuellement les deux grands marchés où le mark se négocie, n'a cessé de se déprécier. Les journaux financiers de ces deux places attribuent cette énorme baisse à trois causes principales :

1º Au resserrement du blocus contre l'Allemagne, qui supprime les recettes d'ordre extérieur de ce pays, tout en augmentant dans des proportions énormes le prix des produits alimentaires et ma-tières premières qu'il est obligé d'importer de l'étranger et que la contrebande de guerre peut seule, lui procurer;

2º Aux nouvelles charges que lui imposent et la campagne balkanique et la nécessité de fournir à tous ses alliés les moyens financiers qui leur font

3º Enfin, à la méfiance croissante des capitalistes des pays neutres, qui commencent à comprendre que l'Allemagne est acculée à la faillite, car la victoire éclatante sur laquelle le docteur Helfferich compte pour la décharger des dettes qu'elle a contractées depuis le commencement de la guerre appartient à la série des couleuvres qu'on fait avaler chaque jour au peuple allemand.

« Papier de mauvais aloi »

Les billets de la Reichsbank sont déjà classés sur les marchés neutres comme du papier de mau-vais aloi : à quel degré de discrédit tomberont-ils le jour prochain où, les titres de l'empire allemand devenus invendables, la Reichsbank, déjà écrasée par l'édifice fiduciaire qui pèse sur elle, aura à supporter directement les dépenses de la guerre et la charge plus ou moins immédiate de toutes les firmes industrielles et commerciales qu'il faudra nécessairement liquider ?

Il n'est donc pas téméraire de supposer que les billets de la Reichsbank, qui perdent actuellement à l'étranger près du quart de leur valeur intrinsèque, y perdront peut-être la moitié dans quel-ques mois d'ici, et que les capitalistes des pays neutres qui voudront profiter de cette dépréciation pour acheter des titres de rente de l'empire alle-mand seront eux-mêmes ruinés, car ces titres n'auront plus, après la guerre, qu'une valeur absolument problématique.

C'est le contraire qui se produira avec les titres de l'Etat français, et en particulier avec l'emprunt 5 % de 1915, qui portera, dans notre histoire financière, le nom glorieux d'Emprunt de la Victoire! Ceux de nos compatriotes qui y souscrivent accomplissent un acte dont on comprendra certainement la portée en Allemagne... et ailleurs, car il a comme signification cette phrase courte et précise : Volonté de vaincre!

EDMOND THÉRY.

La Question du Sucre

(Suite et fin) (1)

Je viens de parler des cultivateurs producteurs de betteraves. Pour envisager toutes les faces de la question, il faut parler aussi des producteurs de sucre et rechercher si les sucriers en général réalisent, à l'heure actuelle, les bénéfices scandaleux dont parlent ceux qui ne connaissent que su-perficiellement ce problème si complexe. Voyez donc en toute impartialité.

J'ai dit que le cultivateur était payé, cette année, 50 fr. par tonne de betteraves. Que va coûter la transformation en sucre de cette matière pre-

En 1906 ou 1907, au moment où j'ai traité à la tribune de la Chambre les questions du sucre et de l'alcool, dans les circonstances pénibles que traversait alors'la viticulture méridionale, j'évaluais les frais de cette transformation à 8 fr. environ, comptant que 1.050 kilos de betteraves à 7° de densité donnaient 100 kilos de sucre blanc nº 3. La betterave ayant, cette année, une densité moyenne de 7 degrés 7 dizièmes, il en faudra 900 à 950 kilos pour 100 kilos de sucre.

Mais les conditions de main-d'œuvre, de combustible, de frais de toute sorte ont si considérablement augmenté depuis 1907 que l'on peut évaluer entre 24 et 28 fr., selon les usines, les frais de fa-

Ajoutons 2 fr. pour le bénéfice très modique, les frais d'amortissement, d'entretien, réparation d'un coûteux matériel, et nous arrivons au prix de 78 fr. (50 + 26 + 2) qui est bien près de celui de la Bourse de commerce.

Un autre critérium va nous permettre de faire la preuve de mon calcul.

On sait que la distillerie du Nord de la France emploie de plus en plus, comme matière première, la même betterave que la sucrerie. Or, les techniciens les plus réputés estiment que l'écart normal

entre le prix du sucre et de l'alcool est de 15 à

Si nous considérons que le gouvernement, par 18 francs. Si nous considerons que le gouvernement, par le service des poudres, a réquisitionné l'alcool en septembre dernier, c'est-à-dire au premier mois de fabrication, en fixant le prix à 100 fr. l'hectolitre, soit 1 fr. le degré d'alcool, prix qui n'a pas été fixé pour déplaire aux distillateurs du Midi, nous verrons que le cours du sucre peut, en tablant sur ce calcul, s'élever à 82-85 fr., c'est-à-dire encore en hausse sur le cours actuel en hausse sur le cours actuel.

Si j'ajoute au prix du sucre brut, actuellement payé 80 fr., l'impôt de 25 fr., plus la taxe de raffinage de 2 fr. et les frais de raffinage, 8 francs environ, nous avons un total de 115 francs et ceci sans compter le bénéfice du raffineur ni celui des négociants intermédiaires.

Que ce soit là un prix normal, même avec notre production grandement déficitaire de cette année, je ne prendrai pas sur moi de l'affirmer et mes producteurs de betteraves, qui sont en même temps ducteurs de betteraves, qui sont en même temps de grands consommateurs de sucre, protesteraient avec moi contre ces cours. Mais il n'empêche que la taxation du prix de l'alcool par le gouvernement, en septembre dernier, a provoqué ou pu provoquer la hausse du sucre, tant il est vrai qu'en matière économique il faut envisager toutes les répercussions non seulement inévitables, mais possibles ! sions non seulement inévitables, mais possibles ! La taxation, tout comme la réquisition, peut avoir pour résultat la raréfaction de la marchandise et provoquer la disette. Ou alors il faut que ce que certains considèrent comme une panacée soit manié par des mains expertes et des compétences indiscutables. Sinon, le sucre se cachera et il faudra le réquisitionner.

Et puis, en cette année déficitaire, où prendre ce qui manque de sucre et à quelles conditions? Mon excellent ami et distingué collègue Candace nous offrait les 132.000 tonnes de sucre de canne de nos colonies. 132.000 tonnes? c'est peut-être beaucoup: mettons 110.000. Mais à quel prix? Et nous arriverions à offrir 240.000 tonnes. rions à offrir 240.000 tonnes à une consommation d'environ 650.000 tonnes. En tout cas, en prenant à nos colonies, nous garderions notre or et nous favoriserions l'agriculture et l'industrie de braves gens qui versent généreusement leur sang pour la France! D'autre part, la Russie a-t-elle un trop plein cette année et peut-elle nous l'envoyer? Qui peut le dire ?

On peut encore avoir recours aux granulés américains. Mais à quel prix arriveraient-ils sur le marché français ?

Voilà le cours de livraison disponible :

Prix d'achat: 4 dollars 65 les 100 livres anglaises, franco bord, New-York; soit, à raison de 221 livres par 100 kilos, au change de 5 fr. 90 le dollar = 60 fr.59. Fret à 90 shillings la tonne, au change de 27,80 la livre = 12 fr. 50. Commission de banque pour paiement New-York, 1/4 % = 0 fr. 16. Assurance martime et risque de guerre, 1 1/2 % = 0 fr. 93. Surestaries et manque de poids = 1 fr. 50, soit, pour la marchandise rendue, caf port français, 75 fr. 68 c. Ajoutons les frais de déchargement et de transbordement au port (1 fr.), le transport du Havre à Paris (1 fr. 20), le droit de douane (6 fr.), la taxe de raffinage (2 fr.), de surveillance (0 fr. 08 c.), sur les sacs vides (0 fr. 25 c.), la différence sur les droits de consommation (25 — 24,38 = 0 fr. 62 c.) et nous arrivons à un Prix d'achat : 4 dollars 65 les 100 livres anglaises, (25 - 24.38 = 0 fr. 62 c.) et nous arrivons à un total de 86 fr. 83, sucre rendu à Paris. Il est vrai qu'en cas de livraison à la raffinerie, il y aurait lieu de déduire 2 fr. 08 (raffinage et surveillance). Ce serait alors un cours de 84 fr. 75 pour le disponible et 80 fr. 92 ou 78 fr. 80 fin janvier ou février.

camprole de paus en plus, comme matière première, la même betterave que la sucrerie. Or, les techniciens les plus réputés estiment que l'écart normal d'argent ni le bénéfice normal auquel a droit le négociant importateur et qui doit couvrir les risques importants de toute nature encourus par ce dernier, ainsi que l'aléa de hausse du change.

(1241) L'ECONOMISTE EUROPEEN

S'il est possible d'admettre la taxation d'une denrée produite en assez grande abondance dans le pays pour alimenter la consommation, il est impossible de l'admettre lorsqu'on est obligé d'importer, car la seule base logique ce serait la valeur internationle de la denrée qui varie du jour au lendemain et même d'heure en heure.

D'ailleurs, en ce moment, la valeur du sucre étranger est supérieure à celle du sucre indigène

coté en Bourse.

Mais alors le remède à la cherté du sucre où est-il ? Pour le présent, je ne l'aperçois pas. Car je ne suppose pas que l'honorable ministre du Commerce pourra ou voudra jeter sur le marché. d'un seul coup, les quantités considérables de sucre qui ont été mises en entrepôt, dit-on, par la pré-voyance de son prédécesseur et à très has prix. Car, même s'il le faisait, le résultat ne serait que très momentané.

Il faut donc avoir le courage de dire qu'une baisse appréciable des cours n'est pas à espérer, hélas! cette année, sur le prix actuel. Affirmer le contraire de servit course d'emère. contraire, ce serait causer d'amères désillusions aux consommateurs!

Mais nous pouvons préparer l'avenir que j'en-trevois menaçant si on n'y prend garde assez à

Tout de suite, il faut se hâter de procurer à la culture, à des conditions raisonnables, les graines, engrais (nitrate de soude, superphosphate, potasse), animaux et main-d'œuvre nécessaires pour ensemencer, au printemps prochain, la plus grande surface possible en betteraves. Peut-être même faudra-t-il, exceptionnellement, favoriser l'ensemence-ment par une prime à l'hectare, tant est grand le découragement actuel du cultivateur de cette précieuse racine! Il faut aussi que dès maintenant tous ceux qui ont la confiance de nos populations agricoles agissent énergiquement sur elles pour leur conseiller de continuer et d'étendre même cette

culture, Le Gouvernement a lui-même un rôle essentie à remplir : par les ministres de l'Agriculture et de la Guerre, par ses professeurs départementaux d'agriculture, il doit, dès maintenant, donner aux planteurs ou plutôt aux femmes des mobilisés qui ont si courageusement peiné pour mener à bonne fin cette culture difficile et coûteuse, la certitude qu'on peut faire de la betterave en 1916; que la main-d'œuvre militaire, au besoin, s'emploiera en quantité suffisante et sans un formalisme tracassier, aux façons multiples, aux arrachages, aux charrois: que les fabriques prendrent livraise. charrois; que les fabriques prendront livraison de la racine

Il faut enfin faciliter la remise en état des sucreries, le démontage, le nettoyage du matériel et donner, par des sursis prolongés, la permanence au personnel technique nécessaire pour le contact continuel avec la culture, pour passer les marchés et assurer les approvisionnements de toute sorte :

graines, charbon, coke, eraie, huiles, etc... Est-il superflu de dire que l'assodement betteravier crée, en France, une richesse annuelle d'environ 300 millions?

Quant à moi, j'estime avoir rempli mon devoir en disant toute la vérité sur une question de la plus haute importance pour une région laborieuse qui a si grandement souffert déjà du fait de la guerre ; question qui intéresse également les con-sommateurs et les producteurs de cette denrée, qui est l'aliment défatigant et énergétique par excel-

> Dr DELPIERRE. Député de l'Oise, Président du groupe parlementaire de défense des intérêts économiques de la région du Nord.

La Situation Économique de l'Allemagne

Des télégrammes des pays neutres ont répandu la nouvelle de troubles sur la voie publique à Berlin à l'occasion de la réunion du Reichstag. Le landtag saxon a connu récemment des séances orageuses, La presse allemande est pleine d'ar-ticles sur la paix. Pourquoi ces manifestations de faiblesse qui contrastent singulièrement avec la situation militaire favorable de nos ennemis? On n'en aperçoit guère qu'une raison : la situation économique et financière de plus en plus tendue.

Le peuple et les classes moyennes supportent depuis de longs mois un rationnement progressif : Limité d'abord au pain, il s'est peu à peu étendu, par la hausse des prix, à tous les objets d'alimentation (viande, laitage, œufs, légumes, etc.).

Les milieux financiers, de leur côté, assient avec

anxiété au gonflement de la dette publique que le secrétaire d'Etat Helfferich évaluait récemment à plus de 30 milliards de marks. On n'indiquera plus à l'avenir le montant des dépenses de guerre. Le Reichstag vient de voter 10 milliards de nouveaux crédits pour le guerre au gui rente à 40 milliards de moi-

veaux crédits pour la guerre, ce qui porte à 40 milliards de marks les sommes votées depuis le début des hostilités.

Les milieux commerciaux souffrent du blocus et des monopoles d'Etat (monopole des céréales, des légumes secs, des fourrages, des métaux, des produits textiles, etc.) qui ont à peu près anéanti le commerce extérieur et intérieur.

Quant aux milieux industriels, une distinction s'impose : ceux qui travaillent pour l'armée réalisent de gros bénéfices; mais les autres, faute de matière première (coton, laine et métaux) ou de commande, réduisent considérablement leur pro-

L'Allemagne présente un double phénomène, hausse de prix, notamment du coût de la vie d'une part, et baisse de tous les revenus de l'autre, dont la gravité est incontestable. Pour les ouvriers, la citrotion est prime de l'autre de la contestable. du 1er décembre 1915 reproduit la statistique des bureaux de placement de Berlin: 3.756 ouvriers cherchent du travail et on n'en demande que 3.197. Pour les femmes, les chiffres sont plus défavorables encore: 4.104 femmes ont demandé du travail, tandis que les patrons en recherchaient seulement 2.538. Sans doute l'Empire distribue aux chômeurs et aux femmes de mobilisés des secours et des alloet aux femmes de mobilisés des secours et des allo-cations, mais une femme de mobilisé reçoit 15 marks par mois et 7,50 par enfant. Les villes ajoutent assez souvent un supplément à l'alloca-tion de l'Empire, Mais l'allocation communale est rarement égale à celle de l'Empire, Une famille de mobilisé de 4 personnes (la mère et 3 enfants) re-coit à Berlin 75 marks par mois çoit à Berlin 75 marks par mois.

En septembre 1915, l'Empire a distribué aux familles de mobilisés par toute l'Allemagne 94 milmilles de mobilises par toute l'Allemagne 34 millions de marks. M. Ribot, dans l'exposé des motifs du projet de loi sur les douzièmes provisoires du troisième trimestre de 1915, évaluait à plus de 200 millions les dépenses d'allocations aux familles françaises de mobilisés. Et la France a cependant rechibicé mains d'hommes que l'Allemagne le fa mobilisé moins d'hommes que l'Allemagne; la fa-mille française est moins nombreuse que la famille allemande. Aussi les familles de mobilisés con-naissent-elles en Allemagne une « misère très amère », au dire du récent manifeste du parti socialiste contre la cherté.

Malgré les déclarations officielles du gouvernemalgre les declarations officielles du gouvernement et de la presse, l'Allemagne ne dispose pas en quantité suffisante des vivres indispensables. A vrai dire elle manque de tout, sauf de pommes de terre. Encore une récolte de 54 millions de tonnes n'est-elle pas considérable, si l'on juge qu'on substitue la fécule de pomme de terre à la fécule de pomme de terre de la fécule de la fécul substitue la fécule de pomme de terre à la farine absente et que la pomme de terre remplacera en 1915 les céréales fourragères (orge, maïs) et le

sucre pour nourrir le bétail. En 1915/1916, le ravi-

taillement de l'Allemagne en objets d'alimentation est beaucoup plus mal assuré qu'en 1914/1915.

En 1914/1915, l'Allemagne a pu se borner à rationner le pain. En 1915/1916, elle étendra le rationnement à presque tous les objets d'alimentation. Les stocks qui existaient à la déclaration de guerre sont équisés : ceux des pars accurés le sont guerre sont épuisés; ceux des pays occupés le sont aussi. De février à mai, l'Allemagne, faute de fourrages, a décimé son troupeau (on a abattu 9 millions de porcs). En 1915/16, l'Allemagne devra rationner la viande, le lait, les laitages, les œufs les légumes secs.

En temps de paix en effet, l'Allemagne importait 50 % des légumes secs consommés; elle importait aussi 40 % de ses fourrages, c'est-à-dire 40 % des produits servant à l'élevage et à la production du lait. On pourrait donc évaluer à 50 % le fléchissement de la consommation de viande, de beurre de graisse, de légumes secs, si l'Allemagne était réduite à ses seules ressources. Cette dernière hypothèse est malheureusement peu probable. Mais la rareté des vivres est pourtant telle que le prix de tous les objets d'alimentation a considérablement haussé : il a doublé souvent, parfois même triplé, Et quoi qu'en dise la presse allemande, le problème de la cherté se pose très différemment en Allemagne et chez les Alliés.

En France, la hausse des prix est l'œuvre des détaillants : les statistiques des prix de gros aux Halles le prouvent. En Allemagne, la hausse des prix tient à la rareté des vivres, L'Allemagne doit rationner, la France ne le doit pas. La France se précessire des prix L'Allemagne des prix de gros aux de gros aux de gros aux des prix de gros aux de rationner, la France ne le doit pas. La France se préoccupe d'enrayer la hausse des prix. L'Allemagne s'efforce, en réduisant la consommation, d'éviter la famine, et la hausse des prix est pour elle un mode de rationnement. Au lieu de l'enrayer, elle peut songer à la maintenir; et il n'y a peu lengtemps le gouvernement allemand optait pas longtemps le gouvernement allemand optait pour le rationnement par la hausse des prix. Mais ce mode de rationnement pèse uniquement sur les classes pauvres. Les socialistes ont protesté; ils réclament la réquisition des vivres et leur répar-tifion au moyen de cartes comme pour le pain.

Cette solution gagne du terrain; elle présente cependant un gros inconvénient : la réquisition à un prix modéré découragera la production. Les classes rurales s'élèvent vigoureusement contre ce procédé. Les fourrages sont rares et chers : les agriculteurs prétendent retrouver dans le prix de vente de leurs animaux, du lait et des laitages leurs frais de production. Les paysans ont répondu aux prix maxima fixés pour la viande de porc, le pommes de terre, le beurre, en n'apportant plus rien au marché. C'est là une manifestation intéres-sante de leur état d'esprit. De la sorte, l'Allemagne se trouve à l'heure actuelle en face d'une redou-table alternative : ou bien rationner par la hausse des prix et mécontenter les classes pauvres, ou bien rationner par voie de réquisition chez les producteurs et mécontenter les agriculteurs, peut-être réduire la production. Ainsi se réveille l'antagonisme traditionnel outre-Rhin entre agrariens et libéraux ou socialistes, entre les villes et les campagnes menaçant la Burgfriede, l'union sacrée abor nes annances. chez nos ennemis.

chez nos ennemis.

Les Alliés suivront ce déhat avec d'autant plus d'intérêt qu'il est loin de se clore. Car la crise ali mentaire ira s'aggravant. Jusqu'ici, au troupeau de porcs décimé au début de 1915, s'est substitué, dans l'alimentation, le troupeau de bœufs. Deux chiffres le montrent :

Bêtes amenees s			Moutons	Porcs	Téléphones
28 novembre 1914 20 novembre 1915 Mais on ne refait 1	8.387 8.114	1.048 1,310	6.772 6.948	16,126 4.523	Produits de diverses expoita- tions (Journaux officiels)

un an et l'on peut se demander quelle sera la situa-tion de l'Allemagne dans cinq ou six mois, si faute de fourrages importés elle ne réussit pas à reconstituer son troupeau de porcs.

Le Recouvrement des Impôts

Le Journal officiel a publié, le 12 courant, le rendement des impôts indirects et monopoles pour le mois de novembre dernier. Ce rendement se compare ainsi avec ceux des mêmes mois de 1914 et de 1913. Observons que pour la comparaison avec 1913, il a été tenu compte des modifications de législation fiscale.

	Comparaisons avec			
Produits	Recou-	Novemb. 1913	Novemb. / 1914	
Impôts et revenus directs		lliers de		
Enregistrement	29.222	-36.640		
Timbre	7.925	- 9.263	+2.402	
Impôt sur les opérations de				
Bourse et de commerce et		1 177	+ 206	
pénalités		- 1.174	- 200	
Taxe sur le revenu des valeurs	W 010	+ 2.921	+ 8.547	
mobilières	7.319	+2.921 -19.964		
Contributions indirectes		-2.296		
Douanes	59.104	- 2.200	7 21.002	
Taxe de fabrication sur les	1	_ 178	152	
huiles minérales brutes	STATE OF THE PARTY	- 141		
Sels	CONTRACTOR CONTRACTOR	- 3.308	+2.337	
Monopoles				
Contributions indirectes (allumettes chimiques, taxes su	P			
les briquets, tabacs, poudre	8			
à feu)	48.399	- 2.370		
Postes	. 19.274			
Télégraphes	. 4.235	- 76		
Téléphones	. 1.901			
Produits de diverses exploita	L	_ 8		
tions	, 37	– 8	_	
	232.246	-82.97	1 + 42.820	

3		606.640	-02.014	10000
	Pour les onze premiers i	mois de	1915, la	compa-
	raison s'établit comme su	it avec	les mêr	nes pé-
	riodes de 1913 et de 1914:			
		loc	Comparais 11 premier	s mois de
1		Recou	_	-
3		rements	1913	1914
		/En m	illiers de fr	ancs)
5	Impôts et revenus divers :		-345.673	_166 108
	Thur of to an out of the	25,859	-97.836	- 53.145
9	Timbre Impôt sur les opérations de	104.011	911000	
	Bourse et de commerce et			
3	de pénalités	1.129	— 14.544	-4.555
1	Taxe sur le revenu des va-		- a11	1 0 916
-	leurs mobilières	A THE PART OF STREET	+ 7.611	+3.316 -84.086
e -	Cutter interested that says is	为市场中华 图 2000 (东) (1)	-175.981 + 50.524	+144.355
t	Donald Co	678,477	+ 50.524	4 141.000
-	Taxe de fabrication sur les	221	- 1,557	- 1.119
3	huiles minérales brutes	27.942	- 3.063	-2.151
	Sels		+ 17.801	+ 46.110
S	Monopoles			
i-	Contributions indirectes (allu-	45		
e	mettes chimiques, taxes sur			
S	briquets, tabaes, poudres à		FO 011	00.015
2	feu)	493,094	- 59.614	-28,915 $-55,879$
	Togico	177.764 52.955	-75.782 + 1.887	+ 954
	Télégraphes:	25.432	-25.099	— 16.274
3	Téléphones Produits de diverses expoita-	58.388	88.488	#8101.
oc	tions (Journaux officiels)	467	- 753	_ 444
26 23	Total2			
20	Tolar	164 1885	100	

l'Etat, produits divers, ressources exceptionnelles et recettes d'ordre », qui ne sont d'ailleurs donnés qu'à titre de renseignement, sans qu'on puisse en tirer des conclusions rigoureuses en raison des variations considérables qui se produisent dans l'époque de recouvrement d'un grand nombre d'entre eux, ils ont atteint, en novembre 1915, 17.278.300 fr. contre 16.689.700 fr. en 1913, et 12.631.000 fr. en 1914. Pour les onze premiers mois de l'année en cours, ils se chiffrent par 182.198.500 de l'année en cours, ils se chiffrent par 182.198.500 francs contre respectivement 127.091.300 fr. et 110.383.100 fr. pendant les mêmes périodes de 1913 et de 1914.

Au sujet du susdit rendement des impôts indirects en novembre, le ministère des Finances a communiqué la note suivante :

« Le produit des impôts et revenus indirects s'est élevé en novembre 1915 à 232.246.300 fr. Ce chiffre représente, par rapport aux résultats de novembre 1914, soit 189.426.600 fr., une plus-value novembre 1914, soit 189.426.600 fr., une plus-value de 22.6 %; l'augmentation par rapport au mois correspondant de 1914 était, en août, septembre et octobre derniers, respectivement de 39.8 %, 72.7 % et 37.5 %. Cette diminution dans l'écart constaté entre les recouvrements de 1915 et ceux de 1914 provient de la reprise d'activité qui s'était manifestée pendant les derniers mois de 1914, à la suite de l'évacuation par l'empressi d'entre de 1915 et ceux de 1914 provient de l'évacuation par l'empressi d'entre de 1915 et ceux de 1914 provient de l'évacuation par l'empressi d'entre de 1915 et ceux de 1914 provient de l'évacuation par l'empressi d'entre de 1915 et ceux de 1915 et ceux de 1915 et ceux de 1914 provient de l'évacuation par l'empressi d'entre de 1915 et ceux de 1915 et ceux de 1916 et ceux de 191 suite de l'évacuation par l'ennemi d'une partie des départements envahis.

« La comparaison avec les recouvrements de 1913, qui avaient atteint en novembre le chiffre de 315.217.700 fr., fait ressortir une moins-value de 82.971.000 fr., soit 26.3 %, contre 22.3 % pour le mois d'octobre. L'augmentation du déficit est presque entièrement imputable aux produits re-couvrés par l'administration de l'enregistrement et parmi ces taxes, aux droits de mutations par décès, sur lesquels la diminution des recouvrements

n'est pas inférieure à 5.824.500 fr.

« On ne peut déduire de cette augmentation de la moins-value par rapport aux recouvrements de l'année 1913 aucune conclusion défavorable en ce qui concerne l'activité économique du pays; le produit des droits dont le rendement est en rela-tion directe avec le movembre des transtion directe avec la marche des transactions n'ac-cuse en effet aucun fléchissement. C'est ainsi que les droits d'enregistrement sur les ventes d'immeubles, les droits de timbre sur les quittances, sur les effets de commerce et sur les affiches ont procuré au Trésor, au cours du mois de novembre, des recettes notablement supérieures à celles du mois précédent.

« De même, parmi les produits des douanes, on remarque que les droits accessoires (droits de statistiques, de navigation, de timbre, de plombs, etc.) qui sont directement liés au développement du trafic, accusent des résultats satisfaisants, très semblables à ceux qui avaient été constatés d'août à

Enfin, la diminution enregistrée par rapport à 1913 sur les recettes des contributions indirectes s'est atténuée au cours du mois de novembre ; elle est inférieure de 0.76 % et de 2.16 % à celle que faisaient apparaître les résultats des mois desptembre et octobre derniers. »

En ce qui regarde les contributions directes et taxes assimilées, dont la taxe a été autorisée par les lois des 26 décembre 1914, 29 juin et 28 septembre 1915, disons qu'à la date du 30 novembre dernier les évaluations budgétaires s'établissaient 613.806.726 fr. et les rôles émis à 541.078.800 fr., soit, en ajoutant les centimes additionnels, à 1.124.783.600 fr. Les douzièmes échus à la même date s'élevaient à 937.319.700 fr. et les recouvrements effectués ayant atteint 796.812.000 fr., la différence en moins aux recouvrements par rapport aux douzièmes échus s'est chiffrée par 140.507.700 fr.

Pour la même période, en 1914, les recouvrements s'étaient élevés à 994.975.000 fr. d'où une différence en moins de 198.163.000 fr. aux recoudifférence en moins de 198.163.000 fr. aux recouvrements de 198.163.000 fr. aux recou

vrements de 1915. Disons encore qu'en 1915 les frais de poursuites se sont élevés à 790.200 fr., soit 0.86 pour mille, contre 929.400 fr. en 1914, ce qui représentait 0.90 pour mille.

INFORMATIONS DIVERSES

Situation hebdomadaire de la BANQUE DE FRANCE

		The second secon	
	PARIS ET SUCCURSALES	9 décemb. 1915	16 décemb. 1915
ı	ACTIF		Kathanan
	Encaisse de la Banque :		
	OrArgent		5.026.399.111
	Argont	356.499.623	357.721.603
	Disponibilité à l'étranger	5.296.524.971	5.384 120.714
	Effets echus hier à recevoir à ce jour	146 966	974-101.771
	(Effets Paris	115.984.751	133.287.887
	Effets du Tresor	225 000	1.265.009 235.532
	Porteleuilles des succursales	200.129.997	231.966.033
	Effets prorogés { Paris	956 694 500	891.763.889 954.221.396
	A vances sur impots à Paris	4 900 000	4.290.000
	Avances sur lingots dans les succurs. Avances sur titres à Paris	166 420.125	633.089.544
	AVAIICES SHE Litres done les cucouns	459.536.368	512.704.154
	Avances à l'Etat	200.000.000 7.400.000.000	7.400.000.000
	A Vallees Temporatres an Tracor public	000 450	869.150
	Bons du Trésor français escomptés pour avances de l'Etat aux Gouver-		
	nements etrangers	505 000 000	615.000.000
١	Rentes de la Réserve (ex-banques)	10.000.000 2.980.750	10.000.000
1	Reutes disponibles	99.528.538	2.980.750 99.528.538
1	Rentes immobilisées Hôtel et mobilier de la Banque	100.000.000	100 000.000
1	Immeubles des succursales	46.244.578	4.000.000 46.244.859
ı	Depenses d'administration de la Banque et des succursales	11.100.580	
1	Ellipioi de la reserve speciale	8.407.092	43.061.036 8.407.092
1	Divers	314.982 367	436.912.286
ı	Total	17.867.976.066	18.658.651.149
ı	Canital de la Bangua		THE SHOP
I	Capital de la Banque Bénéfices en additions au capital	182.500.000 8.450.697	182.500.000 8.450.697
ı	Réserves (Loi du 17 mai 1834	10.000.600	10.000.000
ı	mobilières Ex-banques département. Loi du 9 juin 1857 Réserve immobilière de la Banque	2.980.750 9.125.000	2.980.750 9.125.000
ı	Réserve immobilière de la Banque	4.000.000	4.000.000
١	Réserve spéciale	8.407.444 14.070.471.390	8.407.444 13.449.502.520
ı	Arrerages de valeurs déposées	33.574.511	32.680.410
ı	Billets à ordre et récépissés	10.677.835 155.849.134	10.240.640 2.236.748.361
-	Comples contants de Paris.	2.188.053.762	1.561.185.595
	Comptes courants dans les succursales Dividendes à payer	752.400.592 3.061.337	652.970.852 3.004.967
	Escompte et interets divers.	41.588.410	44.202.068
1	Réescompte du dernier semestre	3.123.016 383.712.184	3.123.016
	Total		439.528.823
16		11 000.016.100.000 11	0.000.001.149

Comparaison avec les années précédentes

	21 déc. 1911	19 déc. 1912	18 déc. 1913	30 juillet 1914	16 déc. 1915
	millions	millions	millions	millions	millions
	5.225.7	5.537.2	5.697.0		13.449.5
- argent	3.213.4 811.6	3.206.8 726.2	3.524.6 650.8	4.141.3	5.026.4
Portefeuille	1.202.7	1.653.5	1.452.1	625.3	357.7 2.213.3
Avances aux partic.	689.2	725.5	741.2	743.8	1 150.0
- à l'État Compt. cour. Trésor	180.0 293.6	200.0	200.0	200.0	7.600.0
- partic.	556.0	215.3 691.0	202.4 671.5	382.6 947.6	2.236.7
Taux d'escompte	1/2 0/0	4 0/0	4 0/0	4 1/2 0/0	2.214.2 5 0/0

(*) Réserve faite des résultats non encore parvenus des Versements à l'Emprunt 5 0/0 de la Défense Nationale que le Trésor centralise directement.

Les douzièmes provisoires et l'impôt sur le revenu. — Le projet des douzièmes provisoires pour le premier trimestre de 1916 vient de venir en discussion devant la Chambre des Députés.

Dans son rapport, M. Raoul Péret passe en revue les dépenses effectuées depuis le 1er août 1914

jusqu'au 31 décembre 1915, soit pendant les dixsept premiers mois de guere

Il les évalue à 31 milliards en chiffres ronds, sa-

1º Dépenses militaires......Fr. 24.347.388.539 2º Dépenses autres..... 6.676.692.644

Total..... Fr. 31.024.081.183

Pendant les cinq premiers mois de guerre (1er août au 31 décembre 1914), les dépenses de l'Etat ont atteint en moyenne, par mois, 1.780 millions, dont 1.144 millions pour les dépenses mili-

Pendant les douze mois de l'année 1915, les dé-penses mensuelles moyennes ressortent à 1.844 millions, dont 1.427 millions pour les dépenses mili-

Pour le premier trimestre de 1916, il est demandé 7.514 millions, soit une dépense mensuelle de 2.505 millions.

Le ministre des Finances avait demandé que l'application de l'impôt sur le revenu, établi par la loi du 15 juillet 1914, fût reportée au 1er janvier 1917.

« Après une délibération assez longue, écrit le rapporteur, la commission du budget a repoussé la proposition du gouvernement.
« Elle a adopté un article décidant que le recou-

vrement de l'impôt soit assuré avant le 3 décembre

« La commission, dit le rapporteur, estime que l'administration des finances aura les moyens d'établir les rôles l'année prochaine de façon à rendre possible la perception de l'impôt en 1916, et celui-ci serait dû à partir du 1er janvier 1916. »

L'Emprunt 5 % pour la Victoire. — Mercredi a été close la souscription à l'Emprunt 5 % pour la Victoire, mais l'affluence des souscripteurs était telle que tous n'ont pas pu approcher des guichets, et que les numéros d'ordre distribués au pavillon de Flore ainsi que dans les Etablissements de crédit ont été considérés comme valables pour la jour-

Aucun résultat n'est encore connu. En effet, les intermédiaires du Trésor ont jusqu'à demain soir samedi pour clôturer leurs écritures, établir leurs bordereaux, et effectuer leurs versements.

On ne possédera donc pas avant dimanche les données précises sur cette grande opération de crédit, dont les milieux informés s'accordent cependant d'ores et déjà à proclamer le très grand

Les Sociétés financières après la guerre. M. Linol se préoccupe de ce que deviendront un grand nombre de Sociétés financières, industrielles et commerciales, après la guerre.

Après la guerre, ces Sociétés devront reprendre le paiement normal de leurs coupons et les remboursements des obligations sorties au tirage. Dans

quel état de trésorerie vont se trouver la plupart des Sociétés qui se sont vues dans la nécessité d'invoquer les dispositions protectrices du moratorium vis-à-vis de leurs obligataires ? Malgré la plus rigoureuse économie, elles peuvent à peine faire face aux dépenses réduites au strict indispensable, allé gées par les dispositions du moratorium, mais en l'absence de tout élément de recettes, il est impossible à une Société de constituer une provision en vue de l'acquittement des charges, pour le jour où la cessation du moratorium en rendra le paiement exigible. Aussi M. Linol, dans le dernier numéro de la

Gazette des Sociétés et du Droit financier, exprimet-il l'avis qu'il y a intérêt évident pour tous à se rapprocher et à veiller en commun à la sauvegarde de leurs intérêts, qui n'ont rien de contra-dictoire; mais pour cela il faut qu'il y ait unanimité, ou au moins que les obligataires soient constitués en Société civile avec les majorités prévues par le décret moratoire.

Nous nous rangeons entièrement à l'avis de M. Linol. Il y a un intérêt primordial, en tous cas, à ce que la situation des Sociétés financières soit examinée le plus tôt possible par le Parlement et que nos législateurs aient le temps d'examiner et surtout d'entendre les avis compétents, afin de n'en être pas réduits à un certain moment à ret commencer, « post moratorium », ce qu'ils ont fait lors de l'établisement des moratoria, c'est-à-dire à voter des lois mal conçues.

GRANDE-BRETAGNE

Bilan de la Banque d'Angleterre. - Le bilan de la Banque d'Angleterre, pour la semaine finissant le 8 décembre, s'établit comme suit :

10 0 docombre, 5 compre comme	
Département d'émission	Liv. sterl. 68.586.000
Billets émis	00.000.000
Dette de l'Etat	11.015.100 7.434.900 50.136.000
Of monnaye et en migots	
	68.586.000
Département de Banque Capital social Dépôts publics (y compris les comptes du Trésor, des Caisses d'Epargne,	14.552.000
des agents de la Dette nationale, etc.) Dépôts divers	52.444.000 90.019.000
Traites à 7 jours et diverses	16.000 3.286.000
Solde en excédent	160.317.000
	100.317.000
Garanties en valeurs d'Etat	32.840.000
Autres garanties	92,910,000
Billets en réserve	34.430.000
Or et argent monnayé en réserve	
	160.317.000
Statistique relative aux divers chapitres du	i bilan de la

Banque d'Angleterre (Milliers de livres sterling)

	Dates	Or monnayé et lingots	Circulation	Dépôts	Portefeuille avances et effetspublic	Réserve	Rapportdela réserve aux engagement	Taux de l'escompte
	6 août1914				76.393	9.967	20.40	6 %
ı	20 oct. 1915					44.762		5
l	27 novemb.))
l	$3 - \dots$				117.435			»
ı	10 —				116.562))
i	17 —				120.656))
l	24	52.457	33.302	136.798	117.011	37.605	27.48))
۱	1ºr déc				126.321))
۱	8	50.273	34.156	142.479	125.750	34.567	23.56))
ı								PARTY BUILDING

RUSSIE

Bilan de la Banque Impériale de Russie. — Le dernier bilan de la Banque Impériale de Russie, arrêté au 23 novembre/6 décembre, se compare ainsi

(1)		Puro dimbi
avec le précédent:		
国家。1982年1月1日 1982年 1月	Bilans	aux
10 TO	6/90 norr	10 non 10 14 n
	1015	23 nov./6 déc.
	1915	1915
Actif:		de roubles)
Or (lingots, monnaies et bons de l'ac	l-	
ministration des Mines)	. 1.608	1.608
Or à l'étranger		228
Billon d'argent et de cuivre		32
Effets escomptés		393
Bons du Trésor à court terme		3.303
Prêts sur titres	CAPTURE CONTRACTOR OF THE PARTY	796
	PERSONAL PROPERTY OF THE PERSON NAMED IN COLUMN 1	111
- sur marchandises		111
- aux institutions de crédit pop		O.C.
laire		86
— agricoles		23
- industriels		9
— aux Monts de Piété		17
Effets protestés	6	6
Titres appartenant à la Banque	208	220
Divers		136
Solde du compte des succursales		278
Total.	CONTRACTOR OF STREET	7.246
1 Oction		

Passif:	29 nov. 1915	6 déc. 1915
Billets de banque émis, sauf ceux e	n	
caisse de la Banque (1)	. 5.165	5.220
Capital		55
Dépôts		26
Comptes courants du Trésor	238	233
- spéciaux et consignations	. 396	396
- courants des particuliers	. 871	865
Mandats non acquittés	26	25
Intérêts sur les opérations de l'exercic	e. 112	113
Sommes transitoires et divers	418	313
Total.	7.307	7.246

(1) Les billets en caisse s'élevaient, au 16/29 novembre, à 74 millions de roubles, et au 23 novembre/6 décembre, à 69 millions.

ITALIE

Un nouvel Emprunt italien. — Un nouveau grand Emprunt national sera, annonce-t-on de Rome, émis au commencement du mois de janvier prochain

Le journal l'*Italie* rappelle que le dernier emprunt fut émis à un prix qui rapportait 4,80 %. On a des raisons de croire que le nouvel emprunt rapportera un peu plus de 5 %.

Le nouvel emprunt sera naturellement du type 4,50 %. Ce type de rente a été choisi l'an dernier après mûres réflexions, et rien ne motiverait un changement.

Il est certain, ajoute notre confrère italien, que le nouvel emprunt trouvera auprès du public l'accueil le plus empressé.

ALLEMAGNE

Banque Impériale d'Allemagne. — Le bilan de la Banque Impériale d'Allemagne, au 7 décembre, accuse, sur celui du 30 novembre, les variations suivantes:

30 novemb. 7 décemb. Comparaison

		_		
	(E	n millions de	marks)	
Encaisse or	2.435	2.436	+	1
- argent	37	36	_	1
Billets de l'Empire et				
bons des Caisses de				
prêts	669	462	-	207
Portefeuille d'es-				
compte	4.672	4,992	+	320
Avances	16	14	-	2
Portefeuille titres	35	83	+	48
Circulation	5.999	6.041	+	42
Dépôts	1.588	1.667	+	79
	PARTY DESIGNATION OF THE PARTY	CONTRACTOR OF THE PARTY OF THE	TO THE PERSON NAMED IN	ALTERNATION AND ADDRESS OF

Statistique relative aux divers chapitres du bilan de la Banque Impériale d'Allemagne (Millions de marks).

Dunqu	o	CITCHIO	4 11110	mus mo	(1111110	40 40	Mark to the	
Dates	Ence	Ar- gent	Billets de l'Empire(1)	Cir- cula- tion	Comptes courants et dépôts	Por- te- feuille	Avances	Taux de l'escompte
	-	Common of						-
31 juil.4944	1.253	275	33	2,909	1.258	2.081	202	5 %
	T. Car	NAME OF				NE STEEL		5 % (31 juil.)
7 août do	1.478	118	97	3.897	1.879	3.737	226	6
1915								(3 août)
	2.426	36	831	5.777	1.678	4.390	14	5
23 —	2.427	40	1.125	5.675	1.620	3.923	15	100 Per 200 Pe
			1.138	5.946	1.623		19	n
$31 - \dots$	2,429	38	960	5.910	1.575		16	n
7 nov	2.432	34 36						»
15	2,433		793	5.833	1.550	4.320	16	»
23	2.435	39	557	5.765	1,723	4.667	13))
30 —	2.435	37	669	5.999	1.588	4.672	16))
7 déc	2.436	36	462	6.041	1.667	4.992	14) »

(1) Depuis le 7 août, les bons des Caisses de prêts (Darlehenskassenscheine) sont compris au bilan avec les billets de l'Empire (Reichskassenscheine).

Déclarations du chancelier allemand. — Nous avions annoncé, il y a huit jours, que le chancelier de l'Empire allemand avait à répondre, dans la

séance du Reichstag du 9 décembre, à une interpellation du socialiste Scheidemann, sur les conditions de paix.

Cette séance, si vivement attendue, s'est déroulée comme un spectacle parfaitement réglé d'avance. Au reste, et contrairement à ce que l'on était en droit de s'attendre, ce n'est pas l'interpellateur, mais bien le chancelier lui-même, M. de Bethmann-Hollweg, qui a pris le premier la parole, ce qui prouve qu'il n'avait nullement la main forcée.

Depuis le début des hostilités, a-t-il dit, les puissances de l'Entente avaient fait tous leurs efforts pour décider le roi Ferdinand à se ranger à leurs côtés ; on lui promettait libéralement des territoires austro-hongrois, turcs et grecs. C'est ainsi que, afin d'amener la Bulgarie à se ranger aux côtés des puissances de l'Entente, la Serbie devait lui faire des concessions territoriales si considérables qu'elle n'a pu s'y résoudre. La désunion s'est alors introduite dans le camp des adversaires de l'Allemagne.

Les aspirations nationales justifiées de la Bulgarie en Macédoine avaient été considérablement limitées à l'avantage de la Serbie après la dernière guerre balkanique; abandonnée par la Russie, elle avait dû, après avoir supporté la plus grande part du fardeau de la guerre, se résigner à voir les fruits de sa victoire récoltés par ses voisins serbes. La Serbie devait être avantagée, car elle représentait pour la Russie un poste avancé contre l'Autriche-Hongrie.

Aujourd'hui, le roi Ferdinand a tenu la promesse qu'il avait faite à son peuple après la deuxième guerre balkanique, et les drapeaux bulgares, qui avaient été roulés après une lutte glorieuse mais décevante, flottent librement aujourd'hui sur le pays perdu.

Avec une bravoure héroïque, les Turcs tiennent encore aux Dardanelles, dont M. Asquith prophétisait déjà en été la chute imminente; aujourd'hui, les Dardanelles sont plus fortes que jamais. A Bagdad, également, les Turcs ont maintenu leur ancienne renommée guerrière et infligé aux Anglais une défaite sensible.

L'ouverture d'une route vers l'Orient marque une nouvelle étape dans la guerre actuelle. L'établissement de relations directes avec la Turquie a une valeur inestimable au point de vue militaire, tandis qu'au point de vue économique la possibilité d'importer des denrées des Etats balkaniques et de Turquie augmentera les approvisionnements de l'Allemagne d'une façon à réjouir le peuple allemand. Aussi l'avenir est-il plein de promesses.

Grâce à la sage politique du roi Ferdinand, un pont solide est jeté entre les empires du centre indissolublement alliés et l'Orient balkanique. Quand la paix sera rétablie, ce pont ne servira plus aux bataillons en marche, il servira aux œuvres de la paix et de la civilisation.

Puis, parlant de la Grèce, le chancelier a dit que c'était de leur propre initiative que l'Angleterre et la France avaient débarqué des troupes à Salonique, et qu'elles continuaient à le faire, malgré les vives protestations du gouvernement grec. Maintenant les Anglais et les Français se comportent, dans cette ville, comme s'ils étaient les maîtres du pays. L'Allemagne assiste à ce spectacle intéressant des ennemis du militarisme prussien qui tirent parti de la maîtrise de la flotte britannique comme d'une menace brutale pour obliger le gouvernement grec à violer ses devoirs d'Etat neutre. Mais, malgré les difficultés de la situation, ce gouvernement a résolu de respecter la neutralité, conformément à la volonté, à la dignité et à l'indépendance de la Grèce, ainsi que dans son propre intérêt. L'affaire n'est pas encore liquidée.

M. de Bethmann-Hollweg a ensuite prononcé un véritelle négative carter.

M. de Bethmann-Hollweg a ensuite prononcé un véritable réquisitoire contre l'Angleterre qui, d'après lui, a proclamé à la face du monde, et avec une habileté raffinée (?) qu'elle avait pris les armes avec un noble désintéressement pour secourir la Belgique violée, et qu'elle avait mission d'infliger à l'Allemagne, pour cette violation, une sévère punition. Mais en agissant ainsi, l'Angleterre veut faire des affaires dans le monde, et le *Times* a avoué le premier que le secours apporté à la Belgique n'était pas le motif principal de l'entrée en guerre de l'Angleterre.

Abordant la situation militaire, le chancelier a dit que les troupes allemandes prennent, dans l'Est, avec les armées austro-hongroises, des positions de défense très fortifiées et situées bien loin sur le territoire russe. Elles sont prêtes à reprendre leur marche en avant.

Sur le front occidental, il est vrai que les Français et les Anglais, dans des attaques menées avec un complet mépris de la mort, ont pénétré en quelques points dans les positions allemandes, mais, comme toutes les tentatives précédentes, ce nouvel essai de rompre la ligne de leurs adversaires a échoué. Quant aux positions de défense de l'armée austro-hongroise contre les Italiens, elles sont solides et intactes ; les attaques des Italiens, opérées au prix de pertes énormes, ont été repoussées avec un héroïsme inlassable.

« En ce qui concerne notre situation économique, a précisé M. de Bethmann-Hollweg, nous avons des vivres en suffisance et bien répartis. Il est un fait certain, c'est que nos ennemis payent des prix plus élevés que les nôtres pour les denrées alimentaires de première importance.

« Nos adversaires tirent de notre situation militaire et économique cette conclusion que nous sommes en présence d'une débâcle prochaine; ils disent que nous demandons la paix. M. de Bülow en Suisse; le secrétaire d'Etat, M. Solf, à la Haye; le prince Max de Bade, à Stockholm; le cardinal Hartmann, à Rome, feraient tous des démarches en vue de la paix.

en vue de la paix.

« On répand d'autres bruits encore. On dit qu'après nos succès en Serbie, l'empereur va se rendre à Constantinople pour dicter la paix. Il n'y a pas un mot de vrai dans ces légendes.

« Cette campagne de presse a commencé quand la politique des puissances de l'Entente dans les Balkans menaçait d'échouer et quand les tentatives de rompre nos lignes sur le front occidental ont été sans succès

" J'ai essayé d'exposer fidèlement la situation sur tous les fronts et à l'intérieur. Nos ennemis ne peuvent rien contre le langage des faits.

« Il n'y a chez nous aucun point sombre; aucun facteur incertain qui puisse ébranler notre ferme confiance. Si nos ennemis ne veulent pas se courber maintenant devant la réalité, ils seront obligés de le faire plus tard.

"Le peuple allemand est inébranlable dans sa confiance en ses propres forces; il est invincible; c'est nous faire une injure que de croire qu'après avoir volé de victoires en victoires, alors que nous nous trouvons bien loin en pays ennemis, nous le céderions à nos adversaires en endurance, en activité et en force morale.

« Non! nous ne nous laisserons pas ébranler par des mots; nous continuerons délibérément cette lutte, qui a été voulue par nos ennemis, pour la mener à bonne fin, ce que réclame l'avenir de l'Allemanne.

En Belgique, d'après le chancelier, la situation est presque normale. L'industrie et le commerce ont pris un nouvel essor ; l'ordre y est rétabli dans le trafic de l'argent; les services des postes, des chemins de fer et de la navigation y fonctionnent ; la production du charbon a augmenté considérablement ; elle a presque atteint dans le dernier trimestre trois millions et demi de tonnes.

mestre trois millions et demi de tonnes.

Des mesures ont été prises en faveur des sanstravail, car l'Angleterre, par son blocus naval, empêche l'industrie belge d'exporter ses produits. La

fréquentation de l'école primaire est devenue obligatoire, et l'enseignement est donné aussi en flamand.

En Pologne, en Lithuanie, en Courlande, les Allemands ont trouvé, a observé le chancelier, un pays affreusement dévasté par les Russes. Ils ont donc créé une nouvelle police; installé des administrations municipales; organisé la justice; pris des mesures pour la salubrité et pour favoriser la culture et les semailles; construit des voies ferrées et des routes; rouvert les écoles, etc. « On peut dire « que jamais, dans l'histoire du monde, les tra- « vaux pacifiques n'ont pris un tel développement derrière le front, pendant que des millions « d'hommes prennent part à la lutte. »

"d'hommes prennent part à la lutte."

Des applaudissements frénétiques ont accueilli ces déclarations du chancelier, et on n'a prêté aucune attention à des interruptions du socialiste Liebknecht. Puis l'interpellateur Scheidemann a pris la parole.

"A Les misères augmentent dans tous les pays, a-t-il dit. Chacun se demande combien peut encore durer une telle guerre et désire en voir la fin. Je ne crois pas qu'il y ait aucun peuple qui désire continuer la guerre. Tous veulent la paix. Les hommes d'Etat responsables ne savent plus com-

ment sortir de cette impasse.

« Nous, social-démocrates, nous sommes nettement en faveur de la paix. Certes, nous savions que, par une victoire russe, notre liberté était en danger, mais maintenant nous voulons que la guerre soit terminée le plus vite possible. Nos ennemis veulent-ils la paix ? Je ne le sais. Mais la théorie qui veut que ce soit le vaincu qui demande la paix est inexplicable, car il faudrait qu'il y ait un vaincu, mais ce n'est pas le cas dans la guerre actuelle

« Cela est impossible ; il est donc naturel que ce soit le plus fort qui entame les négociations. Nous avions tracé un plan complet dont la réalisation est impossible. Il faut que l'étranger sache que le peuple allemand ne veut pas de conquêtes, car ce seraient de nouveaux dangers de guerre. Nous nous élevons contre toute guerre de conquête. Nos ennemis ont déclaré vouloir abattre le militarisme prussien et délivrer l'Alsace-Lorraine. Au Parlement anglais on a déclaré que la continuation de la guerre amènerait la misère générale. Nous sommes du même avis et demandons depuis plusieurs mois la paix qui n'anéantirait aucun pays. Au Parlement hongrois, le comte Andrassy et le comte Carolli ont déclaré la même chose. »

L'orateur s'est élevé ensuite contre ceux qui prétendent que parler de paix, c'est trahir son pays, et il a continué :

« Dans cette guerre l'Europe se ruine, l'Amérique s'enrichit. Si seulement la France et l'Angleterre voulaient le voir !

« Chacun serait content en Allemagne si on obtenait une paix qui assure notre développement économique et notre indépendance.

« Les Autrichiens me chargent de vous exprimer qu'ils désirent également la paix. Nous demandons au chancelier qu'il réponde nettement à nos questions — et sous quelles conditions il serait décidé à demander l'ouverture de négociations de paix, car le peuple allemand ne veut pas verser son sang pour les intérêts capitalistes. Nous voulons la paix parce que le peuple allemand est décidé à protéger sa patrie contre les ennemis intérieurs qui veulent prolonger la guerre. J'espère que le chancelier prononcera les paroles décisives que le monde entier attend.

"Le monde entier se mettra du côté de celui qui proposera la paix et s'élèvera contre celui qui refusera cette main tendue. »

M. de Bethmann-Hollweg a répondu que l'interpellation produira sur les ennemis une grande sensation et une certaine joie.

« On veut voir, a-t-il dit, dans la demande des

(1241) L'ECONOMISTE EUROPEEN

abandon de la force allemande ou de la faillite de

l'union d'un peuple,

« La façon dont l'interpellation vient d'être motivée décevra l'attente de l'ennemi,

« M. Scheidemann, dans ses déclarations, laisse

deviner l'appréhension que nous laissions échapper une possibilité de paix honorable et que nous déclinions des propositions raisonnables parce que nous voudrions conserver les pays conquis ou en conquérir de nouveaux. Mais l'histoire actuelle de la guerre conduit tout naturellement à une suggestion de mettre fin à la guerre et de dire publiquement ce que le gouvernement allemand pense de

Nous avons remporté d'énormes succès et avons enlevé à nos ennemis leurs espoirs, les uns après les autres. Déçus dans leurs espérances, ils se sont cramponnés de toutes leurs forces à d'autres espérances. Après la communauté d'armes établie avec la Bulgarie, après nos grands succès en Serbie, après l'ouverture de la route conduisant vers les Turcs et après avoir menacé le point le plus sensible de l'empire britannique, nos ennemis ne doivent-ils pas être convaincus de plus en plus que la partie est perdue pour eux ? Mais aucun d'eux ne s'est approché de nous pour faire des propositions de paix.

« Ils ont estimé plutôt de leur intérêt de nous attribuer faussement des visées de paix ; nous ne ferions qu'agrandir leur illusion en faisant des propositions de paix au lieu d'attendre les leurs L'examen des conditions de paix doit commencer par celles de nos ennemis.

« Nos adversaires, au début de cette guerre qu'ils ont cru facile, ont émis des propositions démesurées et proclamé la destruction de l'Allemagne; l'Angleterre voulait, si cela devait être nécessaire, faire la guerre pendant vingt ans pour atteindre ce but. Une telle durée de la guerre a

causé depuis quelques soucis aux Anglais.
« Mais le but que se proposent toujours les alliés, bien que la partie soit perdue pour eux, est l'écrasement du militarisme prussien et allemand, et en outre chaque allié a des exigences spéciales. Le dernier moyen imaginé pour exciter l'ardeur guerrière des peuples est l'espoir fondé sur une « guerre

« Nos vivres suffirent ; nous sommes pourvus de tout ce qui est nécessaire, ainsi qu'en matières premières, pour une très longue durée. Quant aux réserves d'hommes, la guerre montre que le nom-bre ne fait pas tout. D'ailleurs, nous n'avons pas été aussi loin que la Russie et la France, laquelle a établi l'obligation du service militaire jusqu'à quarante-cinq ans; nous n'avons pas l'intention d'élar-

« Nos pertes sont inférieures aux pertes françaises, non seulement au point de vue proportionnel, mais d'une façon générale. Nous ne perdons pas un souffle, car nous luttons pour nos foyers.

« On continue à pratiquer contre nous une guerre d'extermination. Nous n'obtiendrons rien avec des théories et des déclarations pacifiques. Quuand nos ennemis soumettront des propositions paix conformes à la dignité e à la sécurité de l'Allemagne, nous serons prêts à les discuter.

« Dans mes discours précédents, j'ai défini les lignes générales des objectifs de la guerre; puis-je encore aujourd'hui entrer dans des détails, dire quelles garanties le gouvernement exigera, par exemple, sur la question de la Belgique? Mais nos ennemis doivent se dire que plus ils conduiront la guerre avec acharnement, plus les garanties néces saires augmenterent.

« L'Angleterre et la France considèrent la Belgique comme terrain de déploiement pour leurs armées; nous devons nous assurer politiquement et militairement contre ce danger. Pour tout Alle-

conditions de paix de l'Allemagne l'indice d'un i mand, la guerre ne pourra s'achever que par une paix qui donnera toute sécurité contre le retour

d'une nouvelle guerre. »

Le député Spahn, député centriste, a dit ensuite qu'au nom de tous les partis, à l'exception des socialistes, il souhaitait la fin de la guerre qui a été imposée à l'Allemagne », mais il a ajouté qu'à l'heure où les négociations seront possibles, il faudra sauvegarder d'une façon permanente, par tous les moyens, y compris les acquisitions territoriales, les intérêts militaires, économiques, financiers et politiques de l'Allemagne dans toute leur étendue.

Le député socialiste Haase a protesté avec violence contre cette déclaration et expliqué que l'orateur socialiste Scheidemann s'était entendu avec les partis bourgeois pour que les débats prissent fin après son discours. « C'est une trahison des partis bourgeois », a-t-il dit. Puis le député Landsberg a déclaré : « Nous voulons éviter l'anéantissement de notre pays, mais nous ne voulons en anéantir aucun autre... Conclure une paix honorable exige l'assurance contre les attaques frivoles. Nous le voulons aussi. Faire la guerre jusqu'à épuisement de tous les belligérants ne servirait pas à nous protéger contre la répétition de la guerre, mais la politique allemande doit veiller à ce que certaines espérances relatives à la possi-bilité de reconquérir l'Alsace-Lorraine soient détruites. Quiconque lèvera un couteau pour couper un morceau quelconque de l'Allemagne se heurtera à son peuple, uni pour se défendre, qui lui

"arrachera le couteau des mains."

Faut-il dire maintenant que les déclarations du chancelier appellent certaines observations?

Il a déclaré que l'Allemagne attendait de pied

ferme les propositions de paix des alliés, mais dans la nuit même, d'après des dépêches reçues à Londres de Copenhague, plus de 50.000 personnes manifestaient dans Berlin en criant : « La paix ! La paix! » La police se livra à des charges furieuses, et l'on compta de nombreux tués ou blessés. En outre, des milliers de femmes se seraient présentées devant le palais impérial, auraient réclamé l'impératrice et, à sa vue, auraient crié : « Nous voulons la paix, nous demandons du pain et qu'on nous rende nos maris.

Le chancelier a prétendu aussi que l'Allemagne manquait de rien. Or, d'après des avis de Bâle, le Berliner Tageblatt a annoncé que la saisie forcée des métaux va commencer prochainement, les dons volontaires ayant pris fin. D'autre part, d'après la Gazette de Voss, le ministre de l'Etat de Schaunhourg-Lippe a adressé à ses administrés

L'inventaire des récoltes donne des résultats si décevants qu'on est obligé d'en chercher l'expli-cation dans les fausses déclarations des agriculteurs. Ceux-ei sont avisés qu'après le 17 décembre des perquisitions seront faites à domicile. Toute contravention sera punie de prison et d'une amende pouvant s'élever à 10.000 marks. »

En outre, à la Commission du budget du Reichstag, un député du Centre a soumis la proposition

« Etant donnés les événements des derniers mois, nous invitons le chancelier à présenter au Reichstag, au cours de la session actuelle, des me-sures énergiques concernant le ravitaillement. Nous l'invitons, en outre, à proposer la création d'un bureau central des vivres au Conseil fédéral. Ce bureau serait placé sous le contrôle d'un Comité composé de membres du Reichstag et aurait le droit de séquestrer les vivres, afin de procéder au partage équitable. »

Il est inutile d'aller plus loin. Il suffit d'ajouter qu'il a été interdit à toute la presse allemande de formuler aucune critique sur les déclarations du chancelier, décision contre laquelle ont protesté le journal socialiste le *Vorwaerts*, et aussi le rédacteur politique du Berliner Tageblatt...

Quant aux « questions » du député socialiste Liebknecht, dont nous parlions le 10 courant, le Reichstag s'en est occupé, si l'on peut parler ainsi, mardi. Ou bien elles n'ont reçu aucune réponse, ou bien elles ont été considérées comme « n'étant pas prévues » et, par conséquent, écartées.

AUTRICHE-HONGRIE

Les Finances austro-hongroises. — Jusqu'en 1905, disait récemment la Gazette de Lausanne, la monarchie austro-hongroise était un pays es sentiellement agricole, l'industrie y était peu développée, les exportations comprenaient principalement des produits du sol et les importations d'articles manufacturés laissaient une balance favorable. Cette situation facilita l'introduction. de l'étalon d'or en 1892. L'épargne populaire se portait alors de préférence sur les obligations hypothécaires ainsi que dans les caisses d'épargne et, à ce sujet, il faut reconnaître que le peuple austrohongrois est un des plus économes de la terre.

Vers 1905, sous l'impulsion des intérêts alle-*mands, le Crédit-Anstalt, de Vienne, surnommé aussi la « Banque des Princes », se préoccupa de créer une industrie nationale et, en très peu de temps, grâce à la mise en pratique de certaines méthodes de crédit copiées sur le modèle allemand, une transformation complète s'effectua dans le commerce extérieur du pays. D'exportateur, l'em-pire devint un pays importateur de matières pre-mières nécessaires à l'industrie et les exportations d'articles manufacturés atteignirent 1.808 millions de couronnes (1.898 millions de francs environ) en 1913, alors que les produits du sol vendus à l'étranger ne représentaient plus que 761 millions de couronnes (799 millions de francs). Grâce à l'industrie, le commerce austro-hongrois s'était non seulement transformé, mais avait presque doublé durant

les dix années antérieures à la guerre. Naturellement, cette modification des conditions économiques n'allait pas sans risques ; les capitaux placés à l'étranger étaient peu importants; l'augmentation des importations créait une balance dé-favorable et le change s'en ressentait; la réserve d'or ayant diminué d'environ 1.200 millions de couronnes (1.260 millions de francs), il fallait tout au moins éviter d'expédier de l'or à l'étranger. C'est pourquoi, imitant encore les Allemands, la monarchie encouragea la création de banques autrichiennes dans tous les pays balkaniques, en Belgique, en Italie, etc. Exploitant alors le crédit étranger, conservant

des sommes importantes en devises renouvelables, l'Autriche-Hongrie parvint à surmonter la dépré ciation de son crédit qui pouvait gêner son expansion économique. Il faut dire aussi que l'habileté des dirigeants de la Banque Austro-Hongroise était hors ligne, surtout dans les questions de change Enfin, dès 1905, puis en 1909, une spéculation effrénée sur les valeurs industrielles nouvelles se donna libre cours et l'organisation du crédit était si ordonnée, qu'en 1912, lors de la guerre balka-nique, il fut relativement aisé d'éviter une crise qui menaçait d'être grave.

Le résultat du développement donné à l'industrie s'est traduit par une énorme expansion du crédit et une forte augmentation des dépôts en banques et dans les caisses d'épargne, ainsi que par un accroissement considérable de l'outillage et du revenu. En 1905, les banques autrichiennes, y compris la Banque Austro-Hongroise, avaient pour 6.031 millions de couronnes (6.332 millions de francs) de disponibilités; fin 1913, leur actif s'élevait à 11.163 millions de couronnes (11.721 millions de francs)

Les caisses d'épargne autrichiennes disposaient, en outre, d'environ 7 milliards de couronnes (7.350 millions de francs) et 122.000 comptes de chèques postaux étaient en activité.

En Hongrie, les dépôts totaux, banques et caisses

d'épargne, qui atteignaient 4.630 millions de couronnes (4.861 millions de francs) en 1905, s'élevaient fin 1913 à 9.969 millions de couronnes (10.467 millions de francs) et 21.500 comptes de

chèques postaux étaient en activité. En juillet 1914, les crédits en banque et caisses d'épargne représentaient donc un total de 28 milliards de couronnes (29.400 millions de francs), en dehors des valeurs mobilières, fonds d'Etat, obligations hypothécaires et communales, etc. La circulation-billets n'était que de 2.500 millions de couronnes (2.625 millions de francs), et la réserve d'or ne dépassait pas 1.250 millions de couronnes (1.312 1/2 millions de francs). Les établissements de crédit ne conservaient habituellement qu'une très faible encaisse (2 à 3 % au maximum) et comptaient sur la Banque Austro-Hongroise pour leur donner les facilités nécessaires en cas de crise. En sorte qu'un arrêt d'activité aussi complet que celui provoqué par une guerre devait avoir une répercussion immédiate sur les dépôts en banques, etc. Mais la Monarchie a déjà fait face des crises monétaires terribles, entre autres en 1873; ses financiers ne manquent pas d'expérience et ils surent prendre les mesures énergiques qui

devaient réagir sur une panique. Dès le 8 août 1914, un moratorium absolu fut institué, qui dure encore. La Banque Austro-Hongroise, devenant banque d'Etat, suspendit la publication de ses bilans, ce qui ne l'empêcha pas de déclarer un dividende de 8 % pour 1914. Les caisses d'épargne et les banques refusèrent tous retraits. Copiant ensuite les procédés allemands, le gouvernement ingitte en contents de 1014 par 1 nement institua, en septembre 1914, une Caisse de prêts et se mit à emprunter directement à la Banque Austro-Hongroise (émission de papier-mon-

M. Alfred Lansburgh, de Berlin, estimait en janvier dernier à 5 milliards de couronnes (5.250 millions de francs) les avances consenties au gouvernement par cette institution; depuis cette date, l'émission de billets a augmenté encore, car le produit des divers emprunts n'a pas été affecté au remboursement de ces billets ni de tout le crédit à court terme obtenu dans les banques privées. S'il faut en croire certains indices fournis par le docteur Landsberger, président de l'Anglo-Austrian Bank, la circulation totale de la Banque Austro-Hongroise dépasserait actuellement 12.500 millions de couronnes (13.125 millions de francs), y compris les 2.500 millions de couronnes (2.625 millions de francs) existant avant la guerre.

En outre des ressources obtenues de cette manière, soit 10 milliards de couronnes (10 1/2 milliards de francs), les Etats de l'Empire ont effec-tué chacun trois emprunts qui ont produit un total de 13 milliards de couronnes (13.650 millions de

francs'

Le Trésor a également émis des Bons de Caisse de 1 et 2 couronnes, ainsi que de 10, 20 et 50 heller (centimes). D'autre part, défense formelle ayant été faite de se servir d'argent monnayé, ce dernier ne circule plus et a été absorbé par la Banque d'Etat, mais le gouvernement a promis de reprendre prochainement la frappe d'espèces métalliques pour le retrait du papier monnaie, en commençant par des pièces de 10 centimes en argent. Cette mesure peut sembler fantaisiste, mais elle est certaine. Le montanot émis de cette manière atteindrait 2 milliards de couronnes (2 milliards 100 millions de francs), remplaçant évidemment la circulation divisionnaire retirée, mais pour 3 ou 400 millions de couonnes seulement

Il existerait en outre un flottant considérable en papier et crédits à court terme, car les 23 milliards de couronnes (24.150 millions de francs) de ressources créées n'ont certainement pas permis de faire face à toutes les dépenses de guerre. On trouve la trace d'une avance de 800 millions de couronnes (840 millions de francs) de la part des ban-

(1241) L'ÉCONOMISTE EUROPÉEN

ques allemandes, de 600 millions (630 millions de | le retrait des espèces métalliques, bien que la réfrancs) obtenus en Amérique ; mais cette dernière opération a provoqué l'envoi de 200 millions (210 millions de francs) d'or. La Hongrie a obtenu 600 millions (630 millions de francs) environ en Allemagne. En tenant compte des conditions générales des opérations militaires, on peut estimer à 5 milliards (5.250 millions de francs) le montant des bons de caisse et des crédits non remboursés, ce qui porterait les dépenses totales de guerre, à ce jour, à environ 28 milliards de couronnes (29.400 millions de francs).

Ce chiffre ne correspond peut-être pas à l'idée qu'on se fait des frais d'une guerre comme celle de nos jours, menée sur trois fronts, mais on doit tenir compte de ce que le soldat autrichien coûte moins cher que le soldat français, allemand ou même russe. D'après le professeur Julius Wolff, de Berlin, le soldat autrichien coûterait moins de 5 francs par jour et par homme, alors qu'en Russie il revient à 6 francs, en Allemagne et en France à 8 francs, en Angleterre à 20 et même 25 francs par jour dans la marine ou le service lointain.

D'autre part, dès le 14 août 1914, l'industrie autrichienne fonctionnait en commun avec l'industrie allemande, sous une même direction générale et avec l'appui des crédits allemands. La fourniture des munitions est assurée par un consortium, sous la direction de l'Allemagne, moyennant contribu-tion par l'Autriche des produits ammoniacaux de ses usines à gaz et de son excédent de charbon et de fer. A part le travail des arsenaux de la Monarchie, on voit que les frais de guerre ne pèsent pas trop lourdement sur l'Autriche-Hongrie, son ravi-taillement en munitions et en matériel de guerre étant assuré financièrement par l'Allemagne.

En ce qui concerne les mesures prises pour faciliter la vie courante, la Monarchie a certaine ment fait preuve d'imagination. Ayant interdit la circulation des espèces métalliques, le gouvernement a aussi décrété le cours forcé du change et prohibé toutes transactions par voie postale avec l'étranger. En outre, il a institué le « crédit personnel », c'est-à-dire que tout déposant aux caisses d'épargne a le droit d'emprunter sur son dépôt jusqu'à 100 francs à 1 % d'intérêt ou jusqu'à 400 francs à 3 %. L'emploi intensif de chèques postaux est aussi recommandé. Les obligations communales et hypothécaires ont eu cours légal et représentent maintenant de la circulation-billets. banques ne peuvent autoriser de retraits de fonds, mais elles délivrent des certificats de compensa-tion des effets participant à la circulation générale, et il est évident que le gouvernement profite de cette mesure pour l'escompte de son crédit à court terme. Quelques banques de crédit de guerre ont été créées sur le modèle allemand ainsi qu'une Caisse de prêts, dont les effets sont échangeables contre des billets de la Banque Austro-Hongroise Enfin, la Chambre de compensation de Vienne a émis des certificats de circulation pour la liquidation des effets en suspens à cause du moratorium,

Le montant de la circulation représentée par les chèques postaux, les obligations, les certificats de compensation, etc., ne peut être estimé et il est douteux que le gouvernement soit, lui-même, très exactement renseigné sur ce point. On signale toutefois un renchérissement économique dû évidemment à la pléthore de circulation, et de ce chef, il faut conclure que, conformément à sa tradition, l'Autriche-Hongrie fait la guerre au moyen de papier-monnaie.

Par contre, il y a lieu d'observer que la Dette consolidée n'a été augmentée que de 13 milliards (13.650 millions de francs) et s'élève maintenant à environ 33 milliards de couronnes (34.650 millions de francs) pour toutes les catégories. La population est très habituée au crédit et même au papiermonnaie; sa confiance n'a pas été ébranlée par

serve d'or soit maintenant inférieure à 1 milliard. Mais l'industrie privée ne fonctionne qu'à 10 % de la normale, sauf pour l'extraction du charbon qui est au coefficient de 90 %.

L'agriculture est encore très en honneur en Autriche, où 13.700.000 personnes exercent des professions agricoles; la Hongrie est essentiellement un pays de grande culture. Malgré ces facteurs, le coût de la vie serait en général supérieur de 40 % à celui de l'Allemagne, s'il faut en croire le professeur Fritz Eulenburg, de Leipzig. Le ravitaillement n'est pas, comme en Allemagne, entière-ment assuré par l'Etat, et le commerce intérieur n'est pas encore ralenti de ce chef, mais la spéculation et l'accaparement se donnent libre cours. l'ordre n'étant pas précisément une des qualités des sphères dirigeantes du pays. Les sources du revenu ne sont donc pas taries, bien que très

Toutefois, le gouvernement de la Monarchie paraît avoir mis la main sur toute la fortune publique et a laissé subsister le moratorium. Il a ainsi pris les mesures les plus extrêmes qu'il pou-vait concevoir pour faire face aux besoins de la guerre; la population ne s'en rend pas encore compte ou préfère la passivité caractéristique des races qui constituent l'empire. Dans tous les cas, n'oublions pas qu'après Sadowa, l'Autriche-Hongrie a dû travailler pendant toute une génération avant de pouvoir sortir de l'ornière de la banqueroute.

ESPAGNE

Remaniement ministériel en Espagne. — Lors de l'échec de l'Emprunt intérieur espagnol de 600 mil-lions de pesetas en juin dernier, émission qui devait servir à la réorganisation militaire et économique de l'Espagne, M. Dato, président du conseil des ministres, en opposition avec les libéraux, n'avait pu éviter aux Cortès des discussions sur ces diverses questions, qu'en ajournant les débats par-lementaires. Il avait même présenté au roi la dé-mission collective du cabinet, qui ne fut pas

Dernièrement, lorsqu'il fut obligé de rouvrir la Chambre, l'opposition entre le ministère conserva-teur et le parti libéral, devint encore plus forte; cependant on espérait que la rupture ne se produirait pas encore, parce que M. Dato avait accédé à la demande des libéraux, de donner la priorité aux

questions d'ordre économique. Le 7 décembre, à la suite d'une interpellation où M. le comte de Romanones, chef des libéraux, appuyé par les divers leaders de la minorité, demandait « de voir étudier, en même temps que l'on discuterait et voterait les réformes militaires spécialement destinées à une action défensive de l'Espa-gne, les budgets et projets économiques que ré-clame la grave situation du pays et du Trésor », M. Dato a présenté au roi la démission collective du cabinet.

Le roi, après bien des tâtonnements et avoir d'abord maintenu sa confiance à M. Dato, qui re-fusa de reprendre le pouvoir en alléguant que les motifs qui ont donné naissance à la crise subsistent encore entièrement, a finalement chargé le comte de Romanones de constituer un ministère libéral. M. Romanones a accepté la présidence du cabinet

M. Romanones a accepte la presidence du cabinet dont voici la composition:

Affaires étrangères, M. de Villanueva; Justice, M. Barroso; Intérieur, M. Alba; Finances, M. Urzaiz; Guerre, général Luque; Travaux publics, M. Amos Salvador; Instruction publique, M. Burell, et Marine, vice-amiral Miranda, auteur du plan de défense nationale et qui faisait partie de l'arcien cabinet. ancien cabinet.

En quittant le pouvoir, les conservateurs ont promis leur concours au nouveau ministère, et M. le comte de Romanones a déclaré que : « Son but était de constituer un ministère sur des bases aussi

larges que possible où tous les éléments du vieux parti libéral fussent représentés ». Il a, en outre, ajouté qu'il conformerait sa politique, en ce qui

concerne la neutralité, à celle de son prédécesseur.

On peut considérer la crise comme terminée, et favorablement aux nations de l'Entente, puisque le parti conservateur, nettement germanophile, vient de céder sa place au parti libéral, qui tend à accentuer la neutralité bienveillante de l'Espagne à l'égard des alliés, car on sait bien que les sentiments personnels du nouveau président vont de tout cœur à la France et à l'Angleterre.

ETATS-UNIS

Les exportations américaines du matériel de guerre. — Pendant le mois d'août 1915, la valeur du matériel de guerre exporté des Etats-Unis s'est élevé à 177.547.285 francs, en plus-value de 40 mil-lions de francs sur le mois de juillet et de 168 millions sur août 1914, ainsi qu'il ressort du tableau suivant, donnant les exportations américaines de 12 catégories de matériel de guerre, pendant le mois d'août 1915, comparé avec le même mois de l'année précédente :

	Aout.		tation
	1914	1915	en 1915
	(En n	nilliers de	francs)
Aéroplanes	10	3.330	3.320
Trucs d'autos	620	21.940	21.320
Fil de fer barbelé	1.050	5.810	. 4.760
Cartouches	770	11.420	10.650
Explosifs	430	34.833	34.323
Armes à feu	1.045	3.465	2.420
Poudre à canon	85	26.480	26.395
Chevaux	485	42.965	42.480
Fers à cheval	20	3.580	3.560
Motocycles	210	2.000	1.790
Articles de caoutchouc	3.010	11.795	8.785
Articles en laiton	1.485	9.932	8.447
r Bank with the spirit while	9.320	177.550	168.230

Afin de bien montrer l'augmentation progres sive depuis septembre 1914 jusqu'à avril 1915, voici les totaux mois par mois des exportations américaines de matériel de guerre, pour les 12 catégories précitées, comparées avec les mêmes mois de l'année précédente :

1913-14 1914-15 Augmentation

	STATE OF THE PARTY	HILLS TO SELECT THE SECOND SEC	THE RESERVE THE PERSON NAMED IN
	(En	milliers de fr	ancs)
Septembre	13.930	19.000	5.070
Octobre	16.100	50.970	34.870
Novembre	11.840	74.615	62.775
Décembre	16.705	112.755	96.050
Janvier	11.500	100.820	89.320
Février	12.195	108.930	96.735
Mars	17.500	110.965	93.465
Avril	18.820	118.830	100.010
Mai	14.510	143.470	128.960
Juin	14.610	184.830	170.220
Juillet	14.850	219.885	205.035
Août	9.320	177.550	168.230
Total	171 880	1 499 690	1 950 740

Ainsi, pendant les 12 mois de l'année commerciale américaine septembre 1914 - août 1915, les exportations américaines de matériel de guerre en Europe se sont élevées à 1.422.620.000 francs, contre 171.880.000 pendant l'année précédente, soit donc une augmentation de 1.250.740.000 francs ou 726 %.

Rappel d'attachés allemands. - Le comte Bernstorff a informé le secrétaire d'Etat à Washing ton que, conformément à la requête du gouvernement des Etats-Unis, les attachés militaire et na val allemands von Papen et Boy-Ed, dont nous parlions il y a huit jours, étaient rappelés. L'ambassadeur d'Allemagne a demandé pour eux

et obtenu des sauf-conduits à destination de l'Alle-

Il reste toutefois à obtenir des sauf-conduits de la France et de l'Angleterre, et l'on croit que ces deux alliés exigeront desdits attachés l'engagement de ne pas servir dans l'armée allemande,

D'autre part, la presse viennoise annonce que le gouvernement américain a demandé à l'Autriche le rappel du consul général austro-hongrois de New-York, M. Nuber von Pereked, compromis dans l'affaire des faux passeports et les complots germano-américains.

MEXIQUE

Reconnaissance par les alliés du nouveau président. — M. le général Venustiano Carranza, qui, ainsi que nous l'avons déjà annoncé le 22 octobre, avait été reconnu à cette date comme président de la République mexicaine, par les Etats-Unis et les Républiques sud-américaines, vient d'être également reconnu officiellement, dans les premiers jours de décembre, comme chef du gouvernement mexicain, par l'Angleterre, la Russie, l'Italie, la Belgique et la France.

Les alliés, en reconnaissant le général Carranza comme président du Mexique, espèrent certainement qu'il aura l'énergie nécessaire pour y rétablir l'ordre ainsi que les relations économiques qui, depuis plus de trois ans, étaient troublés par les luttes intestines des divers prétendants, et qu'une nouvelle ère de prospérité, semblable à celle de la présidence de M. Diaz, va s'ouvrir pour cette

contrée.

CHINE

Le mouvement monarchiste en Chine. - Le Journal officiel de Pékin a publié, le 12 décembre, la requête qui a été présentée au président Yuan-Chi-Kaï par la Chambre consultative, et qui le priait de prendre le titre d'empereur.

En même temps, on a fait connaître la réponse du président qui demandait aux députés de ne pas insister et de choisir un candidat plus digne – toutes formules conformes à la politesse chinoise On télégraphie maintenant de Pékin, à la date

du 13 décembre :

Le vote pour le rétablissement de la monarchie constitutionnelle a réuni l'unanimité de 1.993 re-présentants des villes.

Conformément à ce que nous avons déjà dit à cet égard le 19 novembre, Yuan-Chi-Kaï a accepté le trône à la seconde requête, à la condition que le changement de gouvernement ne s'opère que l'année prochaine.

Le président tient à s'assurer qu'il sera reconnu comme empereur par les Puissances étrangères. Cette formalité exigera sans doute encore quelques

Revue Commerciale

Le marché du caoutchouc. - Pendant les neuf premiers mois de l'année 1915, les importations de caoutchouc en Angleterre ont atteint 59.705 tonnes, alors que l'importation globale pour toute l'année 1914 avait atteint 59.409 tonnes.

Le marché de Londres rentre dans ce total en considérant les neuf premiers mois de l'année (1915) pour 48.275 tonnes, dont 47.857 tonnes de caoutchouc de plantation, 118 tonnes de Penang, 89 tonnes de Bornéo, 67 tonnes de caoutchouc d'Afrique, etc... L'augmentation par rapport à la même période de l'année 1914 est assez appréciable, puisque l'importation était seulement de 32.182 tonnes.

Le marché de Liverpool figure, d'autre part, pour 11.430 tonnes, dont 7.797 tonnes de Para, 1.800 tonnes de caoutchouc d'Afrique (au lieu de 2.080 tonnes en 1914). Les importations ont subi une légère diminution par rapport à la même période de l'année 1914, où elles avaient atteint 12.919 tonnes.

D'autre part, pour l'année 1915, le World's Rubber Position estime la production des plantations à 94.000 tonnes, au lieu de 71.380 tonnes en 1914, soit donc une augmentation de 22.620 tonnes, alors que nous avions déjà donné ici-même, le 22 octobre 1915, le chiffre de 18.620 tonnes environ.

1915, le chiffre de 18.620 tonnes environ.

Le marché de Londres est inactif et calme, avec des cours pourtant en hausse par suite du manque d'offres; on tient « plantation » premier jus disponible et décembre fait à 3 sh. 6 d. (4.83) à 3 sh. 6 1/4 d. (4.86); janvier 3 sh. 5 1/4 d. (4.74). « Feuilles fumées » disponible et décembre fait à 3 sh. 5 d. (4.71) à 3 sh. 5 1/4 d. (4.74), et acheteurs: janvier 3 sh. 5 d. (4.71) acheteurs; « Para » très soutenu: dur disponible et décembre-janvier 2 sh. 11 3/4 d. (4.10); janvier-février fait à 2 sh. 11 3/4 d. (4.10); mou disponible 2 sh. 9 d. (3.79) nominal. « Caucho en balles », calme en tendance soutenue: décembre-janvier 2 sh. 5 d. (3.33) valeurs. « Têtes de Nègres », Manaos inactif et nominal à 3 sh. 4 d. (3.22).

Métaux. — Les mouvements d'entrées et de sorties en Angleterre des métaux et de leurs dérivés, pendant les onze premiers mois de l'année 1915, se comparent ainsi avec ceux de la même période de l'année précédente:

	Impor	tátions	Exportations					
	1914	1915	1914	1915				
	(En tonnes)							
Cuivre	183.268	207.542	48.498	33,560				
Etain	37.405	36.927	40.606	35.135				
Plomb	203.612	236.968	47.761	63.337				
Zinc	105.271	71.145	**	»				
Fonte	207.669	183.072	750.389	538.155				
Fer et acier	709.217	475.369	1.910.238	1.755.330				
Fer galvanisé	, , , , , , , , , , , , , , , , , , ,))	544.261	273.946				
Plaques d'étain	»	»	405.243	337.961				

Sur le mois d'octobre 1915 le mois de novembre présente les principales fluctuations suivantes : Importations : étain, —1.400 tonnes ; plomb, +8.980 tonnes ; zinc, +1.416 tonnes ; fonte, +3.581 tonnes ; fers et aciers, —7.828 tonnes. — Exportations : plomb, +1.194 tonnes ; fonte, +7.103 tonnes ; fers et aciers, —1.877 tonnes ; fer galvanisé, —1.818 tonnes ; plaques d'étain, —6.412 tonnes. Pendant l'année 1914, la Russie a consommé, d'après la Revue L'Industrie et le Commerce, de Petrograd, 2.753.000 pouds de cuivre (le poud vaut

d'après la Revue L'Industrie et le Commerce, de Petrograd, 2.753.000 pouds de cuivre (le poud vaut 16 k. 380), dont 1.969.000 pouds de production russe et 784.000 tonnes de provenance étrangère. Les principaux centres de la production nationale ont été l'Oural, avec 1.027.000 pouds; le Caucase, 517.000 pouds et la Sibérie, 338.000 pouds. Pendant l'année 1913, la consommation cuprifère de la Russie s'était élevée à 2.436.000 pouds, dont 2 millions 62.000 pouds d'extraction propre et 374.000 pouds de provenance étrangère.

Au 30 novembre. les stocks de cuivre en Europe

Au 30 novembre, les stocks de cuivre en Europe s'élevaient à 26.068 tonnes, contre 26.691 tonnes au 16 novembre, soit en diminution de 623 tonnes.

— Pendant le mois finissant le 30 novembre 1915, les arrivages en Europe de cuivre des Etats-Unis se sont élevés à 19.071 tonnes; les envois du Chili en Europe et aux Etats-Unis se sont chiffrés 6.506 tonnes et ceux d'Australie en Europe par 5.000 tonnes.

Cours des Métaux à Londres

(La tonne de 1.016 kH. 048)								
Métaux	17 nov. 1915	24 nov. 1915	1er déc. 1915	8 déc. 1915	15 déc. 1915.			
Cuivre en barres: Disponible A 3 mois	£ sh. d 78 0 0 78 0 0	81 15 0 82 10 0	80 10 0	76 10 0 77 0 0	76 12 6			
Etain: disponible					168 0 0 167 15 0			
Zinc : disponible	90 10 0	91 10 0	93 0 0	75 7 6	80 0 0			

PETITES NOUVELLES

Le siège social de la Société Générale sera transféré, le 20 courant, dans l'immeuble du bou-levard Haussmann, n° 29.

La direction générale s'y est déjà installée de-puis lundi, 13 décembre.

Le Conseil d'administration de la Compa-gnie Universelle du Canal maritme de Suez vient de fixer l'acompte de dividende à valoir sur les bénéfices de l'exercice 1915. Cet acompte, égal à celui réparti il y a un an, est de 60 francs brut par action de capital (net 53 fr. 052); de 47 fr. 50 par action de jouissance (net 41 fr. 569), et de 26 fr. 76 par part de fondateur (net 23 fr. 796).

→ Le Crédit Mobilier Français a reçu de la Chambre des Mines du Transvaal un télégramme chambre des Mines du Transvaal un telegramme lui annonçant que le rendement du mois de novembre 1915 a été de 753.605 onces d'or pour les mines du Witwatersrand et de 27.408 onces pour celles des autres districts, soit au total 781.013 onces d'or fin (24.297 kilogrammes 847 grammes) d'une valeur de 3.317.534 livres sterling (82.938.350 francs), centra 707.634 onces (24.908 kilogrammes) contre 797.631 onces (24.808 kilogrammes 716 grammes) d'une valeur de 3.388.122 livres sterling (84.703.050 francs), en octobre, qui se décomposaient ainsi : 769.798 onces d'or pour les mines du district du Witwatersrand et 27.833 onces pour celles des autres districts.

Le mois dernier, 210.068 indigènes étaient employés dans les mines d'or, contre 210.017 en oc-tobre, 204.833 en septembre, 196.876 en août, 190.026 en juillet, 184.155 en juin et 183.961 en mai.

Marché Financier

Paris, le 16 décembre 1915.

Nous venons de passer encore par une semaine peu active. Cependant, au cours des dernières journées, les offres en Rente 3 % perpétuelle ont été absorbées facilement, et les valeurs américaines ont profité d'une certaine animation sur le projet élaboré à Londrés et dont nous parlons dans notre « Chronique Monétaire ». Au dernier moment, les valeurs espagnoles, et notamment la Rente Extérieure, sont très demandées.

On clôture ainsi sur les principales valeurs :

On clôture ainsi sur les principales valeurs:

Au Parquet. — A terme: 3 % perpétuel, 63 fr. 75, ex-coupon trimestriel; Crédit Français, 260 fr.; Banque Privée, 262 fr.; Italien 3 1/2 %, 78 fr. 40; Banque Espagnole Ile de Cuba, 485 fr.

Au comptant: Crédit Foncier, 620 fr.; Crédit Lyonnais, 925 fr.; action Nord, 1.160 fr.; Nord-Sud, 102 fr.; Penarroya, 1.310 fr.; Extérieure Espagnole, 85 fr. 50; Russe 4 1/2 % 1909, 76 fr.; Crédit Foncier Egyptien, 550 fr.; Andalous, 309 fr.; Nord-de l'Espagne, 398 fr.; Saragosse, 394 fr.; Rio-Tinto, unités, 1.490 fr.; Central Pacific, 430 fr.; Chicago Milwaukee, 450 fr.; Cleveland, 375 fr.

En Banque. — A terme: Financière des Caout-

En Banque. — A terme : Financière des Caoutchoucs, 79 fr.; Estrellas, 129 fr.; Geduld, 45 fr.; Robinson Deep, 30 fr. 25; Shansi, 16 fr.; Tanganyika, 46 fr.

Au comptant: Toula, 1.070 fr.; Mount Elliott, 70 fr.; Spassky, 48 fr. 75; Utah Copper, 462 fr.; Chartered, 13 fr. 50; Crown Mines, 97 fr.; De Beers ordinaire, 290 fr.; East Rand, 34 fr.; Modderfontein B, 159 fr. 50; Robinson Gold, 42 fr. 50; Malacca ordinaire, 111 fr. 50.

L'Administrateur-Gérant : GEORGES BOURGAREL.

Paris. - Imprimerie de la Presse, 16, rue du Croissant. - Simart, imp.